

Le régime fiscal des Entreprises d'Assurances

Contributions directes et taxes assimilées
à l'exception de la patente

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Mai 1939, à 14 heures

PAR

Marcel GARNIER

Membres du Jury :

Président : M. HAMEL, Professeur.

Suffragants { *M. PICARD, Professeur.*
M. PLASSARD, Professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1939

**LE RÉGIME FISCAL
DES ENTREPRISES D'ASSURANCES**

**Contributions directes et taxes assimilées
à l'exception de la patente**

Le régime fiscal des Entreprises d'Assurances

Contributions directes et taxes assimilées
à l'exception de la patente

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Mai 1939, à 14 heures

PAR

Marcel GARNIER

Membres du Jury :

Président : M. HAMEL, Professeur.

Suffragants { *M. PICARD, Professeur.*
M. PLASSARD, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



NOTE PRÉLIMINAIRE

Le régime fiscal des entreprises d'assurances, en ce qui concerne les impôts directs et les taxes assimilées — la patente exceptée — est actuellement déterminé par l'article 9 du décret de codification du 20 juillet 1934, dont les quelques lignes prévoient que pour ces entreprises, les revenus nets mobiliers et immobiliers de toute nature sont compris dans le bénéfice imposable.

L'énoncé de ce texte, rapproché des dispositions générales auxquelles sont soumises en matière fiscale, comme les autres entreprises à caractère industriel ou commercial, les Compagnies d'assurances et de réassurances, ne saurait à lui seul fournir à la pratique la solution des difficultés que lui propose l'étude des cas d'espèce.

Par ailleurs — et nous tenons à présenter dès le début cette remarque essentielle — cette solution ne saurait être recherchée dans les termes de la réglementation élaborée par le Ministère du Travail, qui détermine de la façon la plus rigoureuse les conditions de constitution et de fonctionnement des entreprises de l'espèce et en assure le contrôle technique et financier : ayant pour seul objet de garantir, quelles que soient les circonstances, l'exécution des engagements pris par elles vis-à-vis de leurs assurés, cette réglementation d'une part, tend à accroître le nombre et la dotation des réserves

obligatoires, et d'autre part, fixe des règles rigoureuses en ce qui concerne l'évaluation des éléments d'actif, règles qui aboutissent à une véritable dépréciation, au moins en écriture, de ces éléments.

Tout autre, cela va de soi, est l'objet de la réglementation fiscale. Celle-ci ne considère et ne doit, au demeurant, considérer — que le profit, sous quelque forme qu'il apparaisse dans les écritures. Elle ne peut donc, en particulier, admettre en franchise d'impôts de réserves ou de provisions qui ne correspondraient pas à une charge réelle ou tout au moins probable ; non plus que les moins-values fictives que font apparaître les estimations réglementaires sur l'actif mobilier et immobilier.

Cette dualité de régimes — statutaire et fiscal, celui-ci ne s'écartant pas, dans son inspiration, du droit commun — est à l'origine de la plupart des conflits qui ont surgi entre les Compagnies et l'Administration des Contributions directes. La Jurisprudence d'accord sur ce point avec cette dernière a consacré le principe de l'indépendance entre les deux régimes de façon suffisamment nette pour écarter actuellement toute controverse sur ce point.

Limitant donc notre étude au régime fiscal proprement dit, nous n'avons eu d'autre but que d'établir un compromis entre un commentaire abstrait des dispositions législatives et réglementaires concernant la matière et la documentation élaborée, sous des formes diverses allant de l'instruction générale à la note intérieure, par les services chargés de l'établissement de l'imposition et qui vise essentiellement, sans préoccupation spéculative, à guider les agents des Contributions directes dans leur tâche.

TITRE PREMIER

L'IMPOT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

L'impôt cédulaire créé par la loi du 31 juillet 1917, frappant toute entreprise à caractère industriel ou commercial, les entreprises d'assurances et de réassurances, s'y trouvèrent soumises, à l'origine, dans les termes du droit commun.

Ceux-ci, on le sait, soustraient formellement des bases de la taxation, en vue d'éviter une double imposition, les revenus du patrimoine mobilier et immobilier déjà frappés respectivement par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et par l'impôt foncier. Ils ne retiennent donc que le bénéfice industriel proprement dit.

Or, les compagnies d'assurances se trouvent à cet égard dans une situation particulière.

L'examen des résultats afférents à l'exercice 1937, par exemple, pour un certain nombre de branches exploitées par des Sociétés par actions, conduit aux constatations suivantes (1) :

BRANCHE	REVENUS des fonds placés		BÉNÉFICES techniques	BÉNÉFICE total
Accidents	141.689.088	—	105.634.029	36.055.059
Risques divers	94.164.144	—	51.696.601	42.467.543
Incendie	58.700.677	+	49.393.598	108.094.275

Le même examen, étendu à des exercices quelconques, fait apparaître des résultats très comparables.

D'une façon générale l'exploitation de certaines branches d'assurances apparaît, si l'on ne considère que le résultat industriel — ou résultat technique — nettement déficitaire, et les revenus des fonds placés constituent le seul élément du solde créditeur.

Si même l'on ne considère que les branches qui comme l'assurance-vie, l'assurance-incendie ou l'assurance maritime, font apparaître régulièrement des bénéfices techniques, le montant des revenus patrimoniaux mobiliers constitue une part très importante — souvent la plus importante — du profit global, et ce, il convient de le souligner, dans les conditions normales de l'exploitation.

Pour expliquer ce fait, il est nécessaire de rappeler tout au moins de façon très schématique, dans quelles conditions se forme le profit des entreprises considérées.

Les obligations de l'assureur vis-à-vis de l'assuré ont leur contre-partie dans le versement, par ce dernier,

(1) Nous empruntons les chiffres de base à un article de l'*Argus* (n° 3.058 du 22 janvier 1939, page 127).

d'une prime brute, laquelle comprend deux éléments qui reçoivent une affectation bien distincte.

— D'une part, la prime pure : celle-ci est mise immédiatement en réserve par la Compagnie en vue d'assurer, lors de la réalisation du sinistre ou de l'échéance du contrat, le paiement de l'indemnité stipulée. L'ensemble des « primes pures » alimente un fonds de réserve commun qui supporte la charge des règlements d'indemnités.

Ce fonds est productif d'intérêts : gage commun des assurés, il garantit à leur égard l'exécution des obligations de l'assureur, et celui-ci, qui en a la gestion, ne peut en disposer.

— d'autre part, le chargement : différence entre la prime brute et la prime pure. Avec le montant de ces chargements, qui lui appartient en propre, la Compagnie assure le paiement de ses frais généraux et constitue, s'il y a lieu, ses excédents bénéficiaires.

Le bénéfice industriel proprement dit est ainsi uniquement constitué par les économies réalisées, au cours de l'exercice, sur le chargement.

Par ailleurs, les dispositions législatives ou réglementaires qui déterminent de la façon la plus stricte les conditions de fonctionnement des entreprises d'assurances et de réassurances et en assurent le contrôle, imposent à celles-ci, et nous aurons à revenir sur cette question, la constitution de réserves techniques, de cautionnements divers, de provisions, destinés à assurer, en toutes circonstances, et dans les hypothèses les plus pessimistes, la garantie des obligations contractées par les Compagnies envers leurs assurés. Ces obligations rigoureusement sanctionnées, constituent pour l'exploit-

tation des charges singulièrement plus lourdes que celles qu'entraînerait le seul règlement des sinistres.

Il en résulte que la plus grande partie des recettes — figurées ici par les primes — qui dans tout autre genre d'entreprise augmenterait d'autant le bénéfice brut, et par voie de conséquence, la masse imposable, se retrouve ici sous forme de réserves et sous les appellations diverses, investies en placements productifs d'intérêts. Ces revenus patrimoniaux s'accroissent avec le temps et l'on a pu dire, sans paradoxe, qu'après une certaine durée de fonctionnement, une entreprise d'assurances, constituait, en réalité, une véritable entreprise de gestion de capitaux.

L'application aux Compagnies d'assurances et de réassurances de la réglementation de droit commun, qui nous l'avons vu, conduisait à soustraire à l'impôt cédulaire leurs revenus patrimoniaux, créait donc en réalité à leur profit un véritable privilège fiscal.

La nécessité apparut alors au législateur de créer à l'égard des entreprises de l'espèce un régime particulier qui permit à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux de saisir les différents éléments qui constituent proprement leur bénéfice professionnel.

Un projet dans ce sens, dû à l'initiative du gouvernement fut inséré dans le projet de budget de l'exercice 1925 (1). L'exposé des motifs le présentait comme marquant une orientation nouvelle des principes de la fiscalité, et se distinguant essentiellement des taxes existantes en la matière, en ce sens que l'impôt dont la création était proposée avait pour objet d'atteindre les

(1) Projet n° 441. Exposé des motifs, page 31. Projet de loi, art. 94 et suivants.

assureurs eux-mêmes, sans recours possible contre l'assuré.

La taxe, qui frappait les entreprises françaises et étrangères, était assise sur le total des versements effectués. Son taux de 0,50 % était réduit à 0,25 %, en ce qui concerne les opérations d'assurances maritimes et de réassurances. Son recouvrement devait être assuré par l'Administration de l'Enregistrement.

Elle devait être complétée par une disposition permettant de soumettre à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les revenus que tirent de leur portefeuille les entreprises de l'espèce.

Ce projet, voté par la Chambre, fut disjoint par le Sénat. La Commission des finances de la Chambre le reprit dans son principe : toutefois le taux était porté à 3 % — 0,75 % pour les Compagnies d'assurances maritimes et de réassurances.

En outre, la taxe devait être supportée à concurrence du 1/3 par la Compagnie et des 2/3 par les assurés.

Ce système soulève de vives critiques de la part du Parlement. Un amendement fut déposé par B. DUBOIN (1) qui proposa de soumettre le revenu net global — y compris le montant des revenus patrimoniaux — à une taxe de 20 %, cette taxe devant représenter une participation de l'Etat dans les bénéfices des Compagnies.

Cet amendement, voté par la Chambre, se substitua ainsi au projet gouvernemental.

Le Sénat s'y rallia à son tour, mais, par l'organe du rapporteur (2), repoussa, avec raison, le principe d'une participation directe de l'Etat dans les bénéfices. Le

(1) Voir Débats parlementaires. *J. O.*, 3 juillet 1925, p. 3.118 et suivantes.

(2) Rapport n° 402, tome II, page 47.

projet, selon les termes de M. H. BÉRANGER, devait se borner « à grouper tous les éléments productifs de bénéfices pour les Compagnies, afin de soumettre l'ensemble de ces éléments à l'impôt cédulaire sur le revenu et à faire cesser une exonération de fait ».

Une exonération de fait, tel était bien, nous l'avons vu, le régime des entreprises de l'espèce à l'égard de l'impôt.

Il n'y avait pas de leur part évasion fiscale, ni fraude caractérisée. Elles se bornaient à bénéficier du privilège que leur assurait la nature particulière de leurs profits. Sans doute, avaient-elles tendance à accroître de façon exagérée leurs réserves, et à constituer des réserves libres qui ne répondaient à aucun besoin réel.

Mais cette politique ne leur était pas particulière, et l'on sait qu'il a fallu y remédier à l'égard de l'ensemble des sociétés de capitaux par la création d'une taxe spéciale sur les bénéfices non distribués.

L'accord se fit entre les deux Assemblées sur les dispositions élaborées par le Sénat. Celles-ci furent traduites dans un texte devenu l'article 82 de la loi de finances du 13 juillet 1925 qui instituait le régime suivant :

Pour les entreprises françaises, le revenu global était constitué par la somme du bénéfice net industriel et des revenus nets mobiliers et immobiliers de toute nature. Les pertes, s'il y en a, viennent en atténuation du revenu net global de l'exercice et, en cas d'insuffisance, en atténuation du revenu net global des exercices postérieurs, jusqu'au cinquième inclusivement.

Pour les entreprises étrangères, le revenu net global était évalué forfaitairement, en appliquant aux primes perçues par ces entreprises en France et dans les colo-

nies ou pays de protectorat ou correspondant à des risques situés en France et dans les colonies ou pays de protectorat, un coefficient égal à la proportion existant pour les cinq plus prospères entreprises françaises assurant des risques de même nature ou exerçant la même industrie, entre leur revenu net global calculé conformément au paragraphe précédent et le montant des primes : toutefois, les entreprises étrangères pourraient, à charge par elles d'apporter à la commission ci-dessous prévue les justifications nécessaires, être imposées suivant les mêmes règles que les entreprises françaises.

Le taux de l'impôt était fixé à 20 % et celui-ci demeurait à la charge exclusive des Compagnies.

Les dispositions de ce texte, dont les conditions d'application furent déterminées par un règlement d'administration publique du 38 mai 1926 et une circulaire n° 1.464 du 29 juin 1926, instituaient un régime qui s'écartait du droit commun sur les points suivants :

1°) Le revenu net imposable était constitué par la somme du bénéfice net industriel proprement dit et des revenus nets mobiliers et immobiliers de toute nature ;

2°) L'impôt était dû, à raison des bénéfices réalisés, non seulement par les entreprises sises en France, mais encore par les succursales, directions particulières ou agences situées en Algérie, dans les Colonies et Pays de protectorat ;

3°) Les entreprises étrangères, pour l'évaluation de leur revenu global imposable, avaient le choix entre un système forfaitaire et l'application des règles prévues à l'égard des entreprises françaises, cette option pouvant être exercée chaque année ;

4°) Le report des exercices déficitaires était autorisé

sur les exercices postérieurs, jusqu'au cinquième inclusivement ;

5°) Le délai imparti pour souscription de la déclaration relative à l'établissement de l'impôt s'étendait jusqu'au 30 mai ;

6°) Le taux de l'impôt cédulaire était fixé à 20 %, alors que le taux de droit commun était de 15 %.

De ces mesures d'exception, une seule, la première, se justifiait. Le décret du 20 juillet 1934 portant codification de la législation concernant les contributions directes, la reprit dans l'article 9 du Code, revenant, pour le reste, au régime de droit commun.

Il en résulte les conséquences suivantes :

1°) Les bénéfices réalisés en Algérie, dans les Colonies et les pays de protectorat par les agences et les directions autonomes des compagnies, ne sont pas compris dans les revenus taxables ;

2°) Les entreprises étrangères sont tenues, en principe (1), comme les entreprises françaises, de déclarer leur revenu net réel ;

3°) Les entreprises françaises et étrangères doivent souscrire leur déclaration dans le délai de droit commun ;

4°) Le taux de l'impôt est le même que pour les autres entreprises industrielles et commerciales.

L'actuelle réglementation entraîne donc l'abrogation des dispositions du règlement du 28 mai 1926 ci-dessus. La plupart de celles-ci, toutefois, ayant eu pour objet de fixer les règles pratiques qui devaient être appliquées dans l'imposition des entreprises de l'espèce à la cédule,

(1) Nous verrons en effet qu'on a dû, dans certains cas, laisser subsister à leur égard un régime d'imposition forfaitaire très voisin de l'ancien.

l'Administration a décidé que certaines prescriptions de ce règlement, en même temps que les commentaires qui en sont donnés par la circulaire du 29 juin 1926 précitée, demeureraient applicables à titre de doctrine administrative. Ce sont donc ces deux documents qui, en dehors des dispositions générales du Code guideront notre étude, qui examinera :

- 1°) Les entreprises imposables,
 - 2°) Les entreprises exonérées,
 - 3°) Les règles qui déterminent les éléments du bénéfice imposable.
-

CHAPITRE II

ENTREPRISES IMPOSABLES

ENTREPRISES EXONÉRÉES

Sont imposables à l'impôt cédulaire, d'une façon absolument générale, les entreprises françaises et étrangères pratiquant l'assurance et la réassurance.

Toutefois, l'article premier du règlement dispose que : « ne constituent pas des entreprises, au sens dudit « article, les sociétés mutuelles d'assurances ou de réas-
« surances... qui se gèrent elles-mêmes, sont adminis-
« trées gratuitement et dont les excédents de recettes
« sont répartis, entre les adhérents après la liquidation
« de l'exercice ou du groupe d'exercices qui les a pro-
« duits, compte tenu des versements aux réserves néces-
« saires (1).

« Sont considérées comme administrées gratuitement
« les sociétés mutuelles dans lesquelles la rémunération
« du Conseil d'Administration, de la direction et du
« personnel, ne comporte que des allocations soit fixes,
« soit variables avec la durée ou l'importance des ser-
« vices rendus, à l'exclusion de toute commission pro-
« portionnelle aux cotisations réalisées. »

Ces dispositions demeurent applicables dans les con-

(1) Voir *infra*, page 33, l'étude relative aux réserves.

ditions rappelées ci-dessus bien que le Code de l'impôt cédulaire, à l'inverse du Code de la patente, ne mentionne pas les sociétés mutuelles en question parmi les entreprises exonérées.

Jugeant trop restrictives les conditions exigées par le texte précité pour leur exonération, un certain nombre de sociétés de l'espèce avaient introduit contre le règlement du 28 mai 1926 un recours pour excès de pouvoir. Leur requête fut rejetée par le Conseil d'Etat qui décida que l'article 82 de la loi du 13 juillet 1925 ayant prévu qu'un règlement d'administration publique déterminerait les conditions d'application dudit article, il appartenait au chef de l'Etat de déterminer les catégories d'entreprises tombant sous l'application de la disposition de loi précitée et que, par suite, les sociétés requérantes n'étaient pas fondées à soutenir que le décret par lequel il a été procédé à cette détermination était entaché d'excès de pouvoir.

La Haute Assemblée observait par ailleurs que les conditions ainsi prévues par le décret attaqué étaient conformes aux règles fixées par le décret du 8 mars 1922 (Conseil d'Etat, 26 avril 1929, n° 96.353).

Cet arrêt semble avoir mis fin à toute contestation de la part des groupements intéressés en ce qui concerne les conditions requises à leur égard pour qu'elles puissent bénéficier de l'exemption, conditions que nous allons maintenant étudier.

Première condition. — Elles doivent se gérer elles-mêmes.

Cette condition a pour but d'exclure du bénéfice de l'exonération les mutuelles qui sont gérées par des entreprises de gestion moyennant, le plus fréquemment,

un prélèvement forfaitaire sur les cotisations encaissées au titre de chaque contrat souscrit, ou, parfois, moyennant le remboursement au gérant, sur justification, des frais de cette gestion. Dans ces deux cas, la Mutuelle est passible de l'impôt (1).

La question a, au demeurant, perdu de son importance depuis que le décret du 8 mars 1922 a interdit purement et simplement, pour les groupements de l'espèce, ce mode d'administration. Il demeure autorisé cependant pour les entreprises mutuelles d'assurances sur la vie.

Deuxième condition. — Les sociétés mutuelles doivent être administrées gratuitement.

Cette condition, nous l'avons vu, exclut toute allocation au personnel d'administration, de direction ou d'exécution, d'émoluments proportionnels aux cotisations perçues.

Toutefois, suivant l'arrêt du Conseil d'Etat précité, elle n'est pas applicable « aux représentants et aux intermédiaires des Sociétés auxquels des commissions « peuvent être allouées en vertu de l'article 24 du « décret du 8 mars 1922 ».

L'Administration avait soutenu que les allocations fixes ou variables mentionnées dans le règlement ne pouvaient être prélevées que sur le produit de la contribution versée par les adhérents en vue de faire face aux frais de gestion, les adhérents devant seuls participer à la distribution des excédents de recettes.

Le Conseil d'Etat s'est montré plus libéral et il résulte

(1) En tout état de cause, l'entreprise de gestion demeure soumise à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, suivant les règles de droit commun.

d'un arrêt du 3 mai 1930 (n° 7.315) que les sociétés dont il s'agit peuvent, sans perdre le bénéfice de l'exonération, allouer en fin d'exercice au personnel de direction une rémunération variable prélevée sur les excédents de recettes à condition qu'elle ne soit calculée ni sur le montant des cotisations réalisées, ni sur celui des valeurs assurées.

Un autre arrêt (19 juin 1931 — n° 17.963) accorde le même bénéfice à une société mutuelle d'assurances qui, avant répartition entre ses adhérents, attribue au préalable à ses administrateurs une quote-part déterminée des excédents bénéficiaires, cette allocation n'étant pas, par ailleurs proportionnelle aux cotisations reçues ni aux valeurs assurées.

Par contre, un arrêt du 23 décembre 1935 considère comme non gérée gratuitement une Société Mutuelle dont le Conseil d'Administration est rémunéré par une allocation globale fixée annuellement par l'Assemblée Générale.

Troisième condition. — Les excédents de recettes doivent être répartis entre les adhérents, compte tenu des versements aux réserves nécessaires (1).

Au sens strict, les réserves nécessaires sont celles dont les textes, législatifs ou réglementaires, imposent la constitution aux sociétés de l'espèce. Ce sont les suivantes :

1° La réserve pour risques en cours, la réserve pour les sinistres à régler et la réserve pour l'amortissement des obligations, en ce qui concerne les assurances mu-

(1) Les mutuelles qui feraient à leurs réserves des versements exagérés ne bénéficieraient pas de l'exemption (circulaire 1464, p. 10).

tuelles autres que sur la vie ou contre les accidents du travail (décret du 8 mars 1922, article 26);

2° La réserve de garantie et les réserves mathématiques pour les assurances mutuelles sur la vie;

3° Les réserves mathématiques, pour les assurances mutuelles contre les accidents du travail.

Ces réserves doivent, dans la limite de leur montant justifié, être dotées avant toute constatation des excédents bénéficiaires susceptibles d'être répartis entre les adhérents.

L'Administration, à l'origine, avait prétendu soumettre les impôts des sociétés mutuelles qui consacrent une part de leurs excédents de recettes à la constitution de réserves autres que celles énumérées ci-dessus. La jurisprudence ne l'a pas suivie et s'est montrée, sur ce point, de plus en plus libérale. Elle a successivement accordé le bénéfice de l'exemption à des sociétés mutuelles qui avaient affecté tout ou partie de leurs bénéfices :

1° au fonds de réserve complémentaire prévu par l'article 27 du décret du 8 mars 1922 (Conseil d'Etat — 3 mai 1930, n° 7.315),

2° à la constitution d'une réserve facultative, dès lors que ladite réserve n'excédait pas les besoins reconnus de la société,

3° à la constitution de réserves importantes dès lors que celles-ci avaient pour seul objet d'assurer la couverture des risques assurés (Conseil d'Etat - 21 juillet 1934).

En définitive, la jurisprudence administrative semble admettre que les groupements dont il s'agit peuvent, sans perdre le bénéfice de l'exemption fiscale, constituer des réserves autres que les réserves obligatoires sous la

condition qu'elles correspondent, quant à leur objet et à leur montant, à des besoins reconnus.

En ce qui concerne la répartition des bénéfices, celle-ci doit être faite entre tous les adhérents, et au prorata des versements qu'ils ont effectués pendant l'exercice ou le groupe d'exercices dont les résultats ont permis de réaliser les excédents de bénéfices distribués (1).

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que des porteurs d'obligations émises par une société mutuelle reçoivent, outre l'intérêt contractuel, certaines rémunérations. Il a été notamment jugé à cet égard :

— que ne met pas obstacle à l'exonération le fait par une société de l'espèce de verser à ses obligataires, outre un intérêt minimum, une rémunération supplémentaire et temporaire constituant, soit un complément d'intérêt, soit un remboursement différé d'une somme versée par les souscripteurs; cette rémunération ne pouvant ainsi revêtir le caractère d'une participation aux bénéfices (arrêt Conseil d'Etat 23 mars 1934 — au sujet de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires);

— même solution en cas d'émission de bons amortissables donnant droit, statutairement, outre l'intérêt, à une part dans les excédents de recettes, dès lors que cette rémunération constitue, en raison de sa faible importance, un simple complément d'intérêt et non une participation aux bénéfices (Conseil d'Etat, 3 mai 1930).

Par ailleurs, n'est pas de nature à faire perdre le bé-

(1) La faculté de liquider les excédents par groupe d'exercices intéresse spécialement les syndicats de garantie, qui, le plus généralement, liquident leurs bénéfices tous les cinq ans. Ces syndicats n'existent qu'en matière d'assurances contre les accidents du travail : leurs adhérents sont liés solidairement pour le paiement des rentes et indemnités dues par applications de la législation de l'espèce, à raison des accidents ayant causé la mort ou une incapacité permanente.

néfice de l'exonération l'attribution, avant répartition entre les adhérents, d'un pourcentage des excédents de recettes à raison de 3 % au fondateur de la société mutuelle, 1 % au Conseil d'Administration et 4 % aux services de direction, ce mode de rémunération constituant, en raison de son faible montant, un simple complément d'émolument justifié en raison des services rendus (Conseil d'Etat, 14 janvier 1935, n° 36.639).

On peut conclure, en réalité, de tout ce qui précède, que la question de savoir si une société mutuelle d'assurances peut ou non bénéficier de l'exemption fiscale ne peut être résolue que par l'appréciation des circonstances de pur fait, appréciation dans laquelle le Conseil d'Etat manifeste un libéralisme croissant. Nous l'avouons, cette tendance appelle de notre part quelque réserve. Assurément, les sociétés mutuelles ne manquent pas d'invoquer, pour justifier le régime de faveur dont elles jouissent, de souligner leur but désintéressé; elles ajoutent que la répartition des excédents entre leurs adhérents leur permet d'assurer le maximum de garantie aux conditions les meilleures et ne manquent pas d'opposer à cette pratique la politique d'enrichissement des Compagnies d'Assurances à primes fixes. Ces motifs ont pu, à l'origine, avoir quelques valeurs. Ils en ont encore pour certaines Mutuelles, celles, en particulier, qui pratiquent localement l'assurance des risques agricoles. Ils ne sauraient, par contre, être retenus pour la plupart des Sociétés Mutuelles de création ancienne géant plusieurs branches d'assurances et dont les opérations s'étendent sur tout le territoire et souvent au-delà. Ces dernières, il faut le reconnaître, n'ont conservé avec les groupements qu'entendait favoriser le législateur, que des rapports de pure forme. Presque toutes sont à

primes fixes et elles pratiquent, comme les plus opulentes compagnies, une politique systématique de constitution de réserves dont les revenus constituent le plus clair de leurs ressources. La répartition des excédents bénéficiaires prévue statutairement pour la forme, n'est parfois jamais réalisée. Les autres compagnies, dans ces conditions, paraissent fondées dans leurs critiques contre le privilège fiscal dont jouissent les Sociétés Mutuelles. Pour rétablir l'équité dans ce domaine, point n'est besoin de dispositions législatives ou réglementaires nouvelles. L'application stricte de la réglementation dont nous venons de rappeler les principes y suffirait, sans accabler les caisses et sociétés mutuelles régionales dont l'utilité sociale est très réelle.

CHAPITRE III

DÉTERMINATION DES ÉLÉMENTS DU BÉNÉFICE IMPOSABLE

SECTION I

ENTREPRISES FRANÇAISES *DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES*

Généralités. — Aux termes de l'article 2 du règlement
« Pour les entreprises françaises, le revenu net global
« qui sert de base à l'impôt est formé par la totalisa-
« tion du bénéfice net industriel réalisé par les établis-
« sements, succursales ou agences exploités en France
« et des revenus nets mobiliers et immobiliers de
« toute nature, à l'exclusion de ceux provenant d'im-
« meubles situés à l'étranger et de valeurs mobilières
« déposées à titre de cautionnement ou de garantie dans
« lesdits pays étrangers ».

Cette disposition, nous l'avons vu, a été maintenue par l'article 9 du Code (1).

(1) En raison des termes formels du texte légal en ce qui concerne l'assujettissement à l'impôt cédulaire des revenus patrimoniaux, il a été jugé par le Conseil d'Etat que le principe général en vertu duquel un même revenu ne peut être soumis simultanément à plusieurs impôts cédulaires ne pouvait être invoqué utilement par une entreprise de l'espèce, à l'appui d'une demande en réduction de l'impôt sur les bénéfices commerciaux (arr. Conseil d'Etat, 27 janvier 1936, n° 44.682).

Le même texte prévoyait qu'à l'égard des dispositions précitées, ne devaient pas être considérées comme exploitées en France, les succursales ou agences établies à l'étranger si elles ont une administration et une comptabilité propres et si les opérations qu'elles traitent concernent, soit des biens situés à l'étranger, soit des personnes y ayant leur domicile ou leur résidence habituelle.

Sans qu'il soit dérogé aux règles précédentes, les conditions particulières dans lesquelles les entreprises d'assurances maritimes et de réassurances traitent certaines opérations à l'étranger, ont conduit à adopter à leur égard les dispositions suivantes (circulaire n° 1.464) :

1° *Entreprises d'assurances maritimes.* — Aux termes du texte réglementaire, on ne doit pas considérer comme réalisées par une entreprise exploitée en France les opérations résultant de polices d'assurance ou de réassurance maritime émises à l'étranger et faisant l'objet d'une comptabilité spéciale dans les livres de la société française. Les bénéfices provenant de ces opérations sont donc à distraire des bases de l'impôt.

2° *Entreprises de réassurances.* — Ne sont pas non plus considérées comme effectuées par une entreprise exploitée en France, les opérations résultant de traités de réassurances obligatoires, passés entre sociétés françaises et sociétés étrangères pour des risques situés à l'étranger, si elles font l'objet d'une comptabilité spéciale dans les livres de la société française.

Enfin l'article 3 du règlement précise dans quelles conditions doit être déterminé le revenu global tel qu'il est défini ci-dessus. Ce texte est ainsi conçu :

« Le revenu net global des entreprises françaises est
« déterminé chaque année d'après les résultats de l'exer-
« cice précédent, en apportant, le cas échéant, au solde
« du compte de profits et pertes dressé suivant les rè-
« gles propres à chaque catégorie d'entreprises, les cor-
« rections nécessaires pour dégager le revenu passible
« de l'impôt.

« Le solde de compte de profits et pertes est, suivant
« la nature des entreprises, augmenté le cas échéant, no-
« tamment :

« Des sommes affectées, en sus de la dotation néces-
« saire, aux réserves mathématiques et de garantie et,
« en sus de la dotation normale, aux réserves pour ris-
« ques en cours et pour sinistres ou échéances à régler;

« Des sommes affectées à la constitution de réserves
« facultatives;

« Des bénéfices versés à la réserve légale ou au fonds
« de réserve prévu à l'article 27 du décret du 8 mars
« 1922;

« Des sommes affectées à des amortissements qui ne
« correspondraient pas à une dépréciation effective des
« éléments amortis ou qui ne seraient pas aménagés sui-
« vant les prescriptions réglementaires ;

« Des sommes affectées à des provisions qui n'au-
« raient pas pour objet déterminé de couvrir des pertes
« que les événements en cours rendent probables;

« Des reports déficitaires effectués au titre d'un exer-
« cice antérieur de plus de six ans à l'exercice consi-
« déré;

« De la fraction des frais du siège social imputable
« aux succursales et agences étrangères, suivant la pro-
« portion constatée entre le montant des primes recueil-
« lies par la société.

« Inversement, le solde du compte de profits et pertes
« est diminué, le cas échéant, notamment :

« Des bénéfices réalisés par les succursales ou agen-
« ces exploitées à l'étranger dans les conditions définies
« à l'article 2 ci-dessus;

« Des participations attribuées au personnel de l'en-
« treprise, ainsi que des versements faits à des institu-
« tions de prévoyance créées en faveur dudit person-
« nel ;

« Des bénéfices répartis aux assurés ou adhérents en
« vertu des dispositions contractuelles ou statutaires,
« y compris, lorsque la répartition ne se fait que par
« période de plusieurs années, les réserves constituées
« chaque année en vue d'assurer cette répartition ».

Ce texte impose donc l'obligation de déterminer le
bénéfice imposable en partant du solde du compte « pro-
fits et pertes ».

Les éléments de ce compte varient d'ailleurs suivant
la nature des opérations pratiquées par les sociétés, et
suivant qu'elles sont ou non contrôlées.

Toutefois, ceux de ces éléments qui figurent le plus
fréquemment au compte de profits et pertes se présen-
tent sous les rubriques suivantes :

- Comptes primes et recettes diverses,
- Réserves obligatoires,
- Commissions escomptées,
- Frais généraux,
- Amortissements industriels,
- Provisions,
- Bénéfices revenant aux assurés participants,
- Allocations diverses au personnel,
- Gestion patrimoniale,
- Réassurances.

Bien que, comme nous l'avons dit, l'Administration détermine le bénéfice imposable par voie de réintégration ou de déduction au solde du compte « profits et pertes » nous avons cru devoir nous écarter, dans la présente étude, de cette règle qui s'impose à la pratique. En combinant les règles générales, applicables en la matière, à l'ensemble des professions soumises à l'impôt cédulaire, avec celles des dispositions du règlement qui, restées en accord avec la réglementation actuelle, subsistent comme il a été dit, à titre de doctrine administrative, nous analyserons ci-après les divers éléments du bénéfice imposable : bénéfice industriel d'une part, revenus patrimoniaux de l'autre.

§ 1. — Bénéfices industriels

Le bénéfice net industriel est, pour un exercice déterminé, constitué par le bénéfice brut après déduction des frais et des charges afférents à cet exercice.

A) BÉNÉFICES BRUTS

Le bénéfice brut comprend essentiellement, pour les compagnies d'assurances et de réassurances, le montant des primes encaissées, auquel s'ajoutent des gains de nature diverse.

Rappelons que la prime versée par l'assuré se décompose en deux éléments : la prime pure, somme que la société doit mettre en réserve pour assurer, lorsque se réalise le sinistre, ou à l'échéance du contrat, le paiement de l'indemnité due à l'assuré; le chargement, des

tiné à couvrir tous les autres frais et à assurer le bénéfice.

Il importe de noter que, suivant qu'elles sont ou non contrôlées, les entreprises de l'espèce comptabilisent différemment les primes perçues.

Les entreprises contrôlées créditent leur compte « profits et pertes » du montant des primes échues pendant l'exercice et le débitent de la fraction de ces primes cédée en réassurance.

Les entreprises non contrôlées créditent ce compte des primes effectivement perçues pendant l'exercice et le débitent de la fraction des primes payées en réassurance.

Ces règles qui, au demeurant, n'ont aucun caractère obligatoire, sont acceptées par l'Administration pour l'assiette de l'impôt.

Les gains divers ne sauraient être énumérés limitativement. Une instruction générale du 31 janvier 1928 en a donné une définition valable pour toutes les entreprises imposables à la cédule. Ce sont, des gains provenant de la vente d'éléments divers de l'actif autres que les marchandises et qui, dans la comptabilité en partie double, sont également enregistrés au crédit du compte « profits et pertes ».

Ils sont principalement constitués, en ce qui concerne les Compagnies d'Assurances par les gains réalisés par la vente d'immeubles patrimoniaux ou à l'occasion d'opérations portant sur les titres appartenant au portefeuille (1) et, plus généralement par la vente d'un élément isolé de l'actif.

En particulier, doivent être compris dans le bénéfice

(1) Cette solution résulte d'un arrêt du Conseil d'Etat (17 février 1934).

imposable les gains résultant du change, et qui peuvent provenir soit du fait des valeurs étrangères détenues par la Compagnie, soit de certaines opérations traitées en monnaie étrangère.

Il a été notamment jugé, à cet égard, que lorsqu'une Société possède des valeurs à recevoir en devises étrangères, l'Administration est fondée à procéder à la réévaluation de ces valeurs, au même titre que celle des éléments d'actif non réalisés à la clôture de l'exercice, au cours du jour de l'inventaire, c'est-à-dire dans l'espèce, au cours du change.

Le gain que fait apparaître cette réévaluation doit être réintégré dans les bases d'imposition (C. E. 8 juillet 1935, 22 juillet 1935).

B) FRAIS ET CHARGES DÉDUCTIBLES

Les principes rappelés plus haut conduisent à les énumérer ainsi :

- 1° Les frais généraux,
- 2° Les sommes affectées à la dotation de certaines réserves,
- 3° Les sommes affectées à la constitution de certaines provisions,
- 4° Les charges financières,
- 5° Les bénéfices répartis entre les assurés,
- 6° Les sommes affectées aux amortissements,
- 7° Les reports d'exercices déficitaires,
- 8° Les pertes diverses.

1° *Frais généraux*

Il ne saurait être question de les énumérer tous.

Ceux qui, normalement, donnent lieu à déduction peuvent être énumérés ainsi qu'il suit :

— les traitements, salaires, indemnités et leurs accessoires, les retraites servies au personnel, certaines participations;

— les frais administratifs de bureau, de publicité, de correspondance;

— le loyer afférent aux locaux professionnels;

— les impôts qui constituent une charge commerciale pour l'entreprise;

— les commissions et courtages;

— les dons et frais de propagande.

La plupart des éléments figurant sous ces rubriques sont communs à la généralité des entreprises industrielles ou commerciales présentant quelque importance. Nous n'étudierons donc que ceux qui sont de nature à appeler quelques remarques, et en particulier :

— les participations attribuées au personnel,

— les impôts,

— les commissions et courtages,

— Certains frais qui apparaissent le plus généralement aux rubriques : dons et frais de propagande.

Participations attribuées au personnel.

La déduction des sommes attribuées à titre de participation au personnel est, on l'a vu, formellement prévue par l'article 3 du règlement de 1926. Cette disposition, au demeurant, n'est pas particulière aux compagnies d'assurances.

Sous ce nom figurent, d'une part, les participations aux bénéfices instituées au profit des employés et, d'autre

part, les versements aux caisses de retraite et de secours mutuels propres à l'entreprise.

Pour être distraites du bénéfice imposable, les participations dont il s'agit doivent, aux termes d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 14 décembre 1928, être allouées à des employés, c'est-à-dire aux personnels liés à l'entreprise par un contrat de louage de service, et ne participant pas aux pertes.

Quant aux versements faits par les Compagnies en faveur des institutions de prévoyance énumérées ci-dessus, ils ne sont déductibles qu'à la condition qu'ils soient effectués à titre irrévocable, et sans que lesdites Compagnies puissent exercer sur eux un droit de retrait : sans cette condition en effet, une entreprise pourrait, par des versements susceptibles d'être virés ultérieurement à un autre compte constituer des réserves occultes.

Cette distinction prend, en particulier, toute son importance en ce qui concerne les versements effectués par les Compagnies aux caisses mutuelles de retraite de leur personnel. Outre que les statuts de ces caisses, qui présentent une grande variété, ne permettent pas toujours de déterminer avec certitude leur autonomie vis-à-vis de l'entreprise, ces versements figurent parfois dans les écritures de celle-ci pour un montant manifestement excessif, si l'on prend pour terme de comparaison le taux des cotisations qui alimentent les organismes autonomes ayant un objet similaire.

Cette situation est, par suite, génératrice de difficultés entre les Compagnies et l'Administration des contributions directes, portée à soupçonner dans ce cas la possibilité d'une dissimulation de bénéfice.

Le service intéressé, il est vrai, a proposé maintes fois une solution qui mettrait fin à toute difficulté de

principe sur ce point ; il suffirait que les Compagnies obtiennent la reconnaissance de leurs caisses de retraite et de secours comme caisses primaires d'assurances sociales, dans les conditions prévues par l'article 44 de la loi du 5 avril 1928. Outre que cette affiliation consacrerait sans équivoque leur autonomie, le contrôle auquel sont soumis ces organismes garantirait pleinement la sincérité de leur rôle et de leur situation vis-à-vis de l'entreprise. Les Compagnies ont, en général, manifesté peu d'empressement à suivre cette suggestion.

Les impôts.

Les impôts déductibles sont essentiellement ceux qui constituent une charge de l'exercice pendant lequel ils ont été mis en recouvrement, et une charge propre de l'entreprise.

Ce sont en particulier, les droits d'enregistrement et de timbre frappant les contrats d'assurances, la patente, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et les taxes assimilées aux contributions directes.

Par contre, ne sauraient être admis comme charges déductibles, les impôts ou taxes à la charge personnelle des membres de la société (administrateurs ou actionnaires) tels notamment, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

Il a été décidé par ailleurs que ne peuvent être déduites du montant de l'impôt, calculé en appliquant le taux prévu par la loi au bénéfice net retenu, la contribution foncière non plus que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières dont il a d'ailleurs été tenu compte pour la fixation de la base de l'impôt (arr. C.E. 29 juin 1936, n° 50.954 et 50.955).

Commissions et courtages. — La plupart des opérations faites par les Compagnies le sont par l'entremise d'intermédiaires ou courtiers moyennant une commission proportionnelle à la prime. Ces commissions se trouvent ainsi représentées dans chaque prime annuelle sous forme de chargement.

Or, beaucoup de Compagnies versent au courtier qui leur apporte un nouveau contrat une commission payée en une fois et d'avance, calculée, non seulement sur le montant de la première prime, mais encore sur celui des primes qui seront perçues ultérieurement. C'est ce qu'on appelle l'escompte des commissions.

Les entreprises de l'espèce comptabilisent cet escompte de deux façons différentes.

Quelques unes comprennent les commissions escomptées dans leurs frais généraux, au titre de l'exercice où elles ont été versées: elles amortissent donc en une fois, le montant des avances ainsi faites: cet amortissement doit par suite être admis en déduction.

La plupart, cependant, procèdent différemment. Elles font apparaître les commissions dont il s'agit à un compte « Commissions escomptées ». Ce poste est amorti par fractions annuelles, suivant des règles précises qui ont fait l'objet des dispositions suivantes.

Pour les assurances en général, le décret du 8 mars 1922 (article 24) et l'arrêté du 5 avril 1922, prévoient que le compte précité doit être amorti en cinq ans au plus par fractions annuelles au moins égales au cinquième de son montant initial.

Pour l'assurance-vie, le décret du 24 octobre 1919 modifié par le décret du 13 novembre 1924 fixent la durée maximum d'amortissement à onze ans, dix ans ou neuf ans, correspondant à un taux d'amortissement respecti-

vement égal au onzième, au dixième ou au neuvième du montant initial du compte.

Pour ces entreprises, les sommes affectées chaque année à l'amortissement effectué suivant les modalités ainsi définies, sont admises dans les charges déductibles.

Mais il va de soi qu'une entreprise ne saurait modifier son système d'amortissement de façon à inscrire à son bilan une charge anormale du fait de commissions escomptées au cours d'exercices antérieurs. On n'admettrait dans ce cas en déduction que l'amortissement calculé suivant les règles auxquelles l'entreprise s'est jusqu'alors soumise (circulaire 1.464, pages 24 et 25).

Dons et frais de propagande.

Ce poste donne souvent lieu à observation de la part des agents des contributions directes; en ce qui concerne plus particulièrement les fonds de propagande.

Sous cette rubrique figure presque exclusivement le montant des cotisations versées par les Compagnies au Comité général des Assurances.

Certes, l'article 21 de l'instruction générale du 31 janvier 1928, visant les entreprises de toute nature, admet à titre de frais déductibles « les cotisations versées par l'exploitant aux syndicats et chambres syndicales qui groupent les professionnels de sa catégorie ». Il s'agit là des cotisations, de taux généralement fixes et de montant relativement minime qui sont versées à certains groupements corporatifs.

Or, les Compagnies inscrivent à ce compte des sommes variables suivant les exercices, mais souvent très élevées, sans qu'il soit possible à l'Administration d'ob-

tenir des précisions sur le caractère des dépenses imputables aux crédits de l'espèce. Dans l'impossibilité de déterminer la part de ces crédits qui, revêtant un caractère non professionnel, doit entrer dans la masse imposable, l'Administration des contributions directes a accepté de la limiter forfaitairement à 10 % du montant inscrit au compte en question. Toutefois, les Compagnies gardent toujours la faculté de demander la déduction intégrale des dépenses en question, sous réserve de justifications. Il ne semble pas, d'ailleurs, qu'elles en fassent souvent usage.

Bien qu'ayant dans leur administration et dans leur organisation une certaine indépendance, les directions particulières, agences ou succursales établies à l'étranger — et dont les bénéfices sont, on le sait, distraits des bases d'imposition sous certaines conditions — entraînent pour le siège social certains frais qui, imputables à ces services extérieurs, doivent être soustraits de la masse des frais généraux déductibles. L'article 3 du règlement et la circulaire adoptent à cet égard les règles suivantes :

La part des frais imputable aux agences ou succursales étrangères est calculée en appliquant aux frais du siège la proportion constatée entre le montant des primes recueillies par lesdites agences ou succursales et le montant total des primes recueillies par la Société.

Dans le cas des entreprises d'assurances maritimes et de réassurances, les frais du siège sont répartis suivant les mêmes principes entre les opérations dont les résultats restent en dehors de la base d'imposition et le surplus des opérations de la Société.

Les frais faisant l'objet de cette répartition sont ceux que nécessite l'activité d'ensemble de l'entreprise, et qu'il

est dès lors impossible d'imputer à l'une plus qu'à l'autre, des branches de l'exploitation — direction, secrétariat, services d'actuariat, de statistique, de comptabilité, de contentieux, etc...

Cette répartition forfaitaire, au demeurant, ne doit pas porter sur les frais dont la ventilation peut être effectuée directement parce qu'ils font l'objet d'une comptabilité spéciale.

2° *Réserves*

Les réserves constituées par les entreprises d'assurances et de réassurances rentrent dans deux catégories : les unes sont obligatoires, les autres statutaires, facultatives ou libres.

Les premières sont : la réserve mathématique, la réserve de garantie, la réserve pour risques en cours, la réserve pour sinistres ou échanges à régler et la réserve légale.

Les secondes sont constituées par les entreprises de l'espèce en vue d'affectations diverses et variables suivant les compagnies. Celles qui apparaissent le plus fréquemment sont : les réserves pour travaux à effectuer, la réserve immobilière affectée à l'amortissement du patrimoine immobilier, les réserves pour fluctuations du portefeuille, les réserves pour risques de guerre, les réserves pour fonds de réassurance, enfin, diverses réserves pour œuvres de bienfaisance, pour rachats de parts de fondateurs, pour imprévus, etc...

Nous allons étudier, ci-après, ces diverses réserves.

Réserves obligatoires.

a) *Réserve mathématique.* — Sont tenues de constituer des réserves mathématiques :

1° Les entreprises d'assurances sur la vie (loi du 17 mars 1905, art. 6).

2° Les entreprises d'assurances contre les accidents du travail (loi du 9 avril 1898, art. 27 ; décret du 28 février 1899).

3° Les entreprises d'assurances automobiles (décret du 3 juin 1936, art. 4).

Ces réserves (1) ont pour objet de maintenir constamment un certain équilibre entre le montant des engagements éventuels de l'assureur envers les assurés, et les engagements des assurés envers la Compagnie. Des dispositions réglementaires ont déterminé la quotité suivant des règles différentes pour chaque catégorie d'entreprises.

b) *Réserve de garantie.* — La réserve de garantie n'est obligatoire que pour les entreprises d'assurances sur la vie (loi du 17 mars 1905, art. 5). Elle s'ajoute à la réserve mathématique, en vue de parer aux écarts qui peuvent se révéler, malgré les prévisions entre celles-ci et la réalité.

La réserve de garantie est formée (décret du 22 juin 1906) par le prélèvement annuel d'une somme au moins égale à 3 % du montant total des primes encaissées au cours de l'exercice. Ce prélèvement est réduit de moitié

(1) Elles sont constituées par un prélèvement sur la prime encaissée : la masse de ces prélèvements est capitalisée et les revenus de la réserve mathématique restent, dans les mêmes conditions que celle-ci, soustraits à l'impôt de l'espèce.

lorsque la réserve ainsi constituée atteint 5 % des réserves mathématiques (2) et cesse d'être obligatoire dès que son montant atteint 10 % desdites réserves.

c) *Réserves pour risques en cours.* — L'échéance des primes payables annuellement et d'avance ne coïncide généralement pas avec le début d'un exercice. Celles-ci représentent donc :

1° Une durée de garantie, revenant à l'exercice courant, au prorata du temps couru jusqu'à la fin de cet exercice.

2° Une durée de garantie revenant à l'exercice suivant pour le temps à courir jusqu'à la prochaine échéance.

Il va de soi qu'il serait pratiquement impossible d'établir pour chaque contrat, la ventilation nécessaire et de la faire apparaître dans la comptabilité. C'est pourquoi il a été admis que les sommes mises en réserve pour risques en cours, représentaient un minimum de 33 % des primes, déduction faite de la portion de primes cédée en réassurance (décret du 8 mars 1922, art. 26 et 54).

En fait, l'Administration admet que la réserve pour risques en cours peut, sans cesser d'être normale, atteindre 50 % de ce montant. (Circulaire 1.464, page 19). Il va de soi par ailleurs, que les primes payables à *terme échu* ne doivent pas donner lieu à constitution d'une réserve pour risques en cours.

d) *Réserve pour sinistres ou échéances à régler.* — Cette réserve est obligatoire pour les entreprises d'assurances, en vertu de l'article 26 du décret du 8 mars 1922

(2) 6 % pour les sociétés mutuelles.

précité. Elle a pour objet d'assurer le paiement des sinistres de l'exercice dont le règlement n'est pas terminé définitivement, et revêt, par là même, le caractère d'une provision. Aucune quotité déterminée n'est fixée à la réserve en question : sa dotation normale est fonction de l'importance, variable suivant les exercices, des sinistres ou échéances à régler. En fait, elle est toujours très largement dotée.

e) *Réserve légale*. — Pour les sociétés anonymes ordinaires, le prélèvement institué par l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 est de 20 %, et devient facultatif dès que la réserve atteint le dixième du capital social.

Pour les sociétés anonymes d'assurances, ainsi que pour les sociétés en commandite par action ayant le même objet, le prélèvement qui doit être d'au moins 20 % des bénéfices nets, ne cesse d'être obligatoire que lorsque le fonds de réserve est égal au cinquième du capital social (décret du 8 mars 1922, art. 51). Cette règle, toutefois, ne s'applique pas aux sociétés d'assurances mutuelles ni aux sociétés par actions d'assurances sur la vie (1).

L'application des dispositions du troisième alinéa de l'article 3 du règlement reproduit ci-dessous, conduit aux règles suivantes :

Le montant des sommes affectées, dans les limites de la dotation nécessaire, aux réserves mathématiques et de garantie, et dans les limites de la dotation normale, aux réserves pour risques en cours et pour sinistres ou échéances à régler doivent venir en déduction du mon-

(1) Les Mutuelles ne sont pas tenues de former de réserve légale. En ce qui concerne les entreprises d'assurances sur la vie, leur réserve de garantie tient lieu de réserve légale.

tant du revenu imposable. Le surplus, si l'entreprise croit devoir doter plus généreusement les réserves en question, doit être compris dans le revenu imposable.

Quant à la réserve légale, elle demeure toujours, comme pour les sociétés anonymes ordinaires, comprise dans le revenu imposable.

Cette dernière solution, nous l'avouons, nous paraît critiquable : Puisqu'en définitive, les entreprises d'assurances sont tenues de consacrer à la constitution de la dite réserve une part de ses bénéfices plus grande que celle des autres entreprises, il semblerait équitable de soustraire à l'impôt cette partie des charges de l'espèce qui excède celles qu'imposent en la matière les dispositions du droit commun.

Réserves facultatives.

Les réserves facultatives dont les plus courantes ont été énumérées précédemment, sont constituées librement par les Compagnies, soit qu'elles aient été prévues dans les statuts, soit que la création en ait été décidée par l'Assemblée générale, soit même que la pratique comptable les ait fait apparaître dans les écritures. Elles doivent être réintégrées dans les bénéfices imposables. Certaines compagnies opèrent d'ailleurs d'elles-mêmes cette réintégration dans les déclarations qu'elles souscrivent.

Nous ne croyons pas utile d'en indiquer les raisons, tout au moins pour celles de ces réserves qui figurent dans la comptabilité de la plupart des établissements industriels ou commerciaux de quelque importance : cette solution résulte des règles applicables en la matière à la généralité des entreprises.

Par ailleurs, les réserves immobilières et pour fluctuations de valeur feront l'objet d'un examen particulier à l'occasion de l'étude des amortissements.

Seules, par suite, nous semblent donner lieu à remarques, les réserves pour travaux à effectuer, pour risques de guerre, et pour fonds de réassurances.

La réserve pour travaux à effectuer est en principe destinée à assurer la couverture des dépenses relatives à l'entretien, aux réparations et à l'aménagement des immeubles : une telle réserve ne se justifie pas, puisque les dépenses dont il s'agit sont par ailleurs déduites du revenu brut de ces immeubles, pour le calcul des bénéfices imposables. Elle doit donc être réintégrée.

Nous estimons, toutefois, que dans l'hypothèse où se réaliserait le risque de guerre, les réserves dont il s'agit devraient alors être admises en déduction à concurrence du montant probable des pertes imputables à l'état de guerre. De telles réserves, en effet, si elles n'ont en temps de paix qu'un objet aléatoire, revêtent, dans le cas d'un conflit, le caractère de provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables. Or, de telles provisions sont déductibles aux termes de l'article 7 du Code Général (1).

La réserve pour fonds de réassurance a pour but de faire face aux conséquences qu'entraînerait la défaillance d'un réassureur. Son objet est par suite purement aléatoire, puisque dans l'hypothèse où le réassureur cesserait d'être en mesure de tenir ses engagements, seul l'exercice qui aurait à supporter le règlement du sinistre réassuré subirait les effets de cette défaillance.

(1) Cf. *infra*, page 40.

La réserve en question ne peut donc être distraite de la masse imposable.

Dans un ordre d'idée voisin, un désaccord existe entre le fisc et certaines Compagnies exploitant l'assurance automobile, sur le point suivant :

Un règlement du 3 juin 1936, pris en application du décret-loi du 8 août 1935, instituant le contrôle sur cette catégorie d'opérations, a prévu que l'agrément nécessaire ne peut être accordé à l'entreprise qu'après versement par celle-ci, à la Caisse des dépôts et consignations d'un cautionnement dont le montant, inscrit à l'actif du bilan, est fixé par le Ministère du Travail. Or, cette Administration exige qu'apparaisse au passif et en contrepartie, une réserve correspondante.

Certaines Compagnies ont prétendu soustraire le montant de ladite réserve des bases de l'imposition, en faisant valoir qu'elle revêtait un caractère obligatoire. L'Administration des Contributions directes, et nous partageons entièrement cette manière de voir, observe qu'il ne s'agit pas là d'une réserve correspondant à une charge déterminée, ou même simplement probable, de l'entreprise, comme celles figurant sous le nom général de réserves techniques. En réalité, le cautionnement dont il s'agit répond au seul souci d'accorder aux sinistrés une garantie supplémentaire, en distrayant de l'actif, gage commun de ceux-ci, un nouvel élément rendu ainsi indisponible. Mais il n'est pas douteux que du point de vue fiscal, une telle opération, si l'on considère que les réserves techniques sont par ailleurs plus que largement dotées, équivaut à un « blocage » de bénéfices, et ne saurait être soustraite des bases de l'imposition.

La position prise sur ce point par l'Administration

des Contributions directes n'a pas, jusqu'à ce jour, donné lieu de la part des compagnies intéressées à recours contentieux.

La solution donnée à ce cas particulier nous paraît, dans un avenir proche, susceptible d'être généralisée. En effet, il est vraisemblable que le contrôle de l'Etat s'étendra progressivement aux diverses branches d'assurances, et que l'agrément préalable qui sera imposé aux assureurs sera subordonné au versement d'un cautionnement, dans des conditions absolument analogues à celles qui sont actuellement imposées à l'assurance automobile. Il faudrait conclure alors que la réserve correspondante, simple représentation d'un élément figurant au passif sans effectation déterminée, doit être réintégrée dans les bénéfices taxables.

3° Provisions

L'article 3 du règlement de 1926 prévoyait la réintégration dans la masse imposable « des sommes affectées à des provisions qui n'auraient pas pour objet de couvrir des pertes que des événements en cours rendent probables ».

Il en résulterait, *a contrario*, que des provisions constituées en vue de parer aux conséquences d'un risque probable, et de nature à modifier sensiblement les provisions normales, devaient être admises en déduction.

Le Conseil d'Etat, cependant, s'était montré plus restrictif et avait décidé, dans un arrêt du 4 août 1927, que de telles provisions ne sont déductibles que lorsqu'elles concernent les seules pertes qui, si elles se produisaient, seraient imputables sur les opérations de l'exercice imposable.

Par ailleurs, l'instruction générale du 31 janvier 1928 disposait que :

En prévision d'une perte qui ne s'est pas encore produite, et qui, dès lors, n'est pas susceptible de motiver un amortissement, mais que des événements en cours permettent de tenir pour probables, une faction correspondante du bénéfice accusé par les résultats d'un exercice peut, à raison de son caractère conditionnel et aléatoire, être isolée à titre de provision.

Etant entendu que les provisions de l'espèce, telles que les provisions pour créances litigieuses, n'ont pas trait à des pertes seulement éventuelles, auquel cas elles ne seraient que des réserves déguisées, et pourvu que leur objet soit nettement précisé, il y a lieu d'admettre qu'elles peuvent ne pas figurer dans le montant du bénéfice imposable de l'exercice. Elles rentreraient d'ailleurs dans celui d'un exercice ultérieur, si la perte en prévision de laquelle elles ont été constituées ne s'est pas produite.

Cette réglementation a été reprise dans l'article 7, 5^e alinéa du Code général, qui prévoit la déduction « des provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables. Celles qui en tout ou partie reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux recettes dudit exercice ».

Ces dispositions paraissent assez précises pour qu'il soit inutile de les commenter.

La constitution de provisions répond aux objets les plus divers. Certaines, comme la provision pour créances douteuses et la provision pour impôts apparaissent dans les écritures de la plupart des entreprises, nous les

négligerons pour n'étudier que celles qui sont propres aux compagnies d'assurances et plus particulièrement les provisions pour primes échues et non recouvrées, les provisions pour perte au change, et les provisions dites d'évaluation.

Provision pour primes échues et non recouvrées.

Rappelons que le compte « Primes » est crédité de toutes les primes à échoir dans l'année. Or, il arrive toujours qu'un certain nombre de ces primes ne soient pas recouvrées pour des motifs divers : résiliation de polices, défaillance de l'assuré, etc., ou ne le soient qu'au cours de l'exercice qui suit.

Il faudrait alors, l'année suivante, débiter le compte « Primes » du montant correspondant à ces primes non recouvrées, c'est-à-dire faire supporter par l'exercice suivant une perte imputable à l'exercice clos. Ce procédé offre des inconvénients. Pour l'éviter, les Compagnies, en général, débitent le compte « Primes » d'une somme correspondant au montant des primes jugées non recouvrables. Il apparaît ainsi, en écritures, une véritable provision pour primes échues et non recouvrées.

Après quelque hésitation, l'Administration l'a admise en déduction, sous réserve que le montant, d'une part, en soit évalué avec modération, et d'autre part, soit reporté intégralement au crédit du compte « Primes » de l'exercice suivant. L'existence de la seconde condition est généralement facile à vérifier. On constate d'ailleurs que parfois elle n'est que partiellement remplie, et même, qu'elle ne l'est pas du tout. Dans ce cas, elle figure à un compte « Contentieux-Primes » lequel n'a aucune répercussion sur le solde du compte « Profits et

pertes ». Dans cette hypothèse, elle doit être, en tout ou partie, réintégrée dans le bénéfice imposable.

Il est beaucoup plus délicat d'apprécier si la première condition est remplie. En s'appuyant sur des résultats statistiques, l'Administration des Contributions directes admet, à titre indicatif, pour le compte « Primes » les taux de dépréciation suivants :

Exercices clos : 100 % des primes à terme et des primes au contentieux.

Exercices courants : 10 % des primes afférentes aux affaires nouvelles régularisées ;

90 % des primes afférentes aux affaires nouvelles non régularisées ;

20 % des primes à terme ;

90 % des primes en instance d'annulation.

Provisions pour perte au change.

Ces provisions sont destinées à parer à l'insuffisance des réserves correspondant à des engagements évalués dans une monnaie étrangère et par conséquent susceptibles de varier avec la parité de cette monnaie.

Leur existence se justifie, du moins en principe, par l'importance des opérations faites à l'étranger par les entreprises d'assurances, et plus encore, par les entreprises de réassurances.

Au demeurant, il ne faut pas perdre de vue que plus souvent, à des obligations souscrites dans une monnaie, correspondent des réserves constituées dans la même monnaie. Dans ce cas, quelles que soient les fluctuations du change, la proportion des unes aux autres demeure constante.

Une telle provision n'est donc admise en déduction

que lorsque les pertes de l'espèce peuvent être justifiées par des documents.

Provisions d'évaluation.

La provision d'évaluation est destinée à parer à l'insuffisance possible de la réserve pour sinistres à régler. Or, il importe de souligner que, d'une part, les sinistres à régler étant toujours évalués très largement, la réserve correspondante reçoit une dotation qui, dans la pratique, se révèle plus que suffisante. Par ailleurs, en admettant qu'elle pût se révéler insuffisante, cette insuffisance normalement, apparaît dans le solde du compte « Profits et pertes » et se traduit par une diminution de la masse imposable.

Une telle provision ne se justifie donc pas, et doit être réintégrée.

4° Charges financières

Ces charges comprennent essentiellement l'intérêt servi aux porteurs d'obligations ; il faut y ajouter le service des intérêts produits par les capitaux à l'exception du capital social, dont la société se trouve débitrice, tels que les emprunts hypothécaires, les comptes-courants débiteurs. Elles ne sont au demeurant citées que pour mémoire, en raison de leur faible importance, et du fait qu'elles ne semblent pas avoir jamais donné lieu à litige entre les entreprises de l'espèce et l'Administration.

5° Bénéfices répartis aux assurés

Les dispositions de l'article 3 du règlement déjà cité qui soustraient de la masse imposable la part des béné-

fices répartie entre les assurés, ne semblent pas nécessiter de commentaires particuliers. Rappelons que cette participation peut leur être accordée sous trois formes : versement en espèces, imputation sur la prime à échoir, et enfin versement à un compte de réserve géré par la Compagnie en vue de sa capitalisation au profit de l'assuré.

6° *Amortissements*

Les amortissements déductibles comprennent :

- L'amortissement des obligations émises par les Compagnies,
- L'amortissement du mobilier et du matériel divers,
- L'amortissement immobilier,
- L'amortissement des moins-values du portefeuille-titres.

Amortissement des obligations.

Les entreprises d'assurances, aux termes de l'article 25 du décret du 8 mars 1922, ne peuvent émettre des obligations que dans deux cas :

— Pour constituer les fonds nécessaires à l'amortissement des frais de premier établissement ou d'installations résultant du développement ultérieur de la compagnie ;

— Pour constituer les cautionnements qu'elles peuvent avoir à verser à la Caisse des dépôts et consignations, dans le cas, notamment, de constitution d'une rente servie au titre de la législation des accidents du travail.

En outre, en vertu des dispositions de l'article 26 du

même décret, ces entreprises ne peuvent émettre que des obligations amortissables.

Le montant des sommes affectées annuellement aux amortissements des obligations émises dans les deux cas précités, est soustrait de la masse imposable.

Il y a là, on le notera, une dérogation à la règle énoncée par l'Instruction générale du 31 janvier 1928 à l'égard de l'ensemble des entreprises, règle aux termes de laquelle l'amortissement d'obligations n'étant que la restitution à des tiers de sommes qui leur appartiennent et n'influençant pas, par lui-même, les résultats de l'exploitation, ne peut être admis à titre de charge déductible.

Amortissement du mobilier.

Les entreprises d'assurances et de réassurances peuvent soustraire de la masse imposable les sommes affectées à l'amortissement du mobilier et du matériel de bureau (machines à écrire et à calculer, appareillage divers, etc), dans les mêmes conditions que les autres entreprises, conformément aux dispositions de l'article 7, alinéa 2 du Code Général.

Signalons qu'en général, elles effectuent cet amortissement en une fois, dans l'année de l'achat. Cette pratique est d'ailleurs admise par l'Administration.

Amortissement immobilier.

Sous l'empire de la réglementation issue de l'article 82 de la loi de finances du 13 juillet 1925, il résultait *a contrario* des termes de l'article 3 du règlement de 1926 que pour être admis en déduction, les amortissements devaient correspondre à une dépréciation effectivement

subie. En ce qui concerne l'application de cette règle au capital immobilier, la circulaire 1464 déjà citée précisait que : malgré la hausse générale de la valeur des immeubles dans les circonstances actuelles, leur amortissement n'en est pas moins justifié, pour tenir compte du déperissement annuel. C'est d'ailleurs en fonction de ce seul élément que doit être calculé l'amortissement des immeubles. En effet, la décision ministérielle du 15 septembre 1925, en vertu de laquelle la plus value des éléments de l'actif immobilisé ne doit pas être considérée comme un bénéfice imposable, implique, par réciprocité, que la moins-value de ces mêmes éléments n'a pas le caractère d'une perte déductible. Il en résulte que, dans l'éventualité d'une diminution de la valeur vénale des immeubles, la dépréciation correspondante ne pourra pas donner lieu à un amortissement pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Cette thèse a été confirmée par de nombreux arrêts du Conseil d'Etat qui ont décidé que les amortissements à déduire du bénéfice imposable doivent être calculés d'après la dépréciation effective et la valeur initiale des éléments à amortir (1). Et la Haute Assemblée précise que cette valeur initiale est représentée par le prix de revient ou le prix d'acquisition. (C. E., 26 juin 1931 et 27 novembre 1931.)

L'élaboration de ces règles, et la jurisprudence qui les a confirmées, se réfèrent, il est vrai, à une période antérieure à la réglementation issue de la codification de 1934. Mais celle-ci n'en a pas modifié, sur ce point, les principes, et c'est dans le même esprit que l'Adminis-

(1) Conseil d'Etat, arrêts des 6 mars 1931, 12 juin 1931, 26 juin 1931, 27 novembre 1931, 20 janvier 1933, etc...

tration applique aux entreprises de l'espèce les dispositions de l'article 7, alinéa 2, déjà cité.

Tenant compte du fait que, dans leurs achats d'immeubles, les compagnies se montrent très exigeantes, et recherchent des immeubles construits dans des conditions offrant toutes garanties de durée, l'Administration admet un taux d'amortissement annuel qui, normalement ne doit pas excéder 1,50 %, et peut, dans certains cas exceptionnels, être porté à 2 %. Cet errement, très libéral, ne paraît pas soulever d'objections de la part des Compagnies. Il n'est pas sans intérêt de souligner, à cet égard, que l'article 172 du règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 concernant le fonctionnement et le contrôle des entreprises d'assurances, impose à celles-ci de faire apparaître à compter du 1^{er} janvier 1939, pour l'ensemble des immeubles figurant à leur actif, un amortissement annuel de 0,5 %.

On notera que sur ce point du moins, le fisc se montre plus libéral.

Dans le même ordre d'idée, signalons qu'un décret du 14 juillet 1933 concernant les entreprises d'assurances sur la vie, et dont les dispositions sur ce point ont été reprises et étendues à l'ensemble des entreprises d'assurances agréées par l'article 176 du règlement de 1938 précité, prévoit que le Ministre du Travail peut faire procéder à intervalles par voie d'expertise, à l'évaluation de tout ou partie de l'actif desdites Compagnies, et en particulier de leurs immeubles.

Dans le cas où une telle expertise conduirait à une estimation d'un élément d'actif à une valeur moindre que son prix d'achat ou de revient, la moins-value ainsi apparue pourrait-elle donner lieu à amortissement déductible ?

Il ne paraît pas douteux que cette question comporte, si l'on se réfère à la « définition fiscale » rappelée précédemment de l'amortissement, dans les termes où elle est énoncée à la fois par la doctrine administrative et par la jurisprudence, une réponse négative.

Or, il n'est pas contestable que, dans l'espèce, la dépréciation résultant de l'évaluation faite, suivant les règles précitées, est une dépréciation purement théorique « comptable », si l'on peut dire, sans répercussion sur la valeur vénale de l'immeuble, et qui, à plus forte raison, ne saurait être assimilée au dépérissement matériel, à l'usure progressive qu'entraîne le temps.

Dans un ordre d'idée voisin, une disposition du décret du 14 juillet 1933 précité, également reprise et étendue par le règlement de 1938, prévoit que la valeur des immeubles formant la garantie de prêts hypothécaires, devrait être, dans certaines conditions, estimée à un montant tel qu'il ne fasse pas apparaître un taux de capitalisation du revenu net inférieur à 5 %.

Lorsque par suite de diverses circonstances, — non location prolongée ou vacance, loyers irrécouvrables, par exemple — le revenu net apparaît inférieur à ce chiffre, le Ministère du Travail peut imposer à la Compagnie la constitution d'une réserve.

Certaines entreprises d'assurances ont prétendu déduire de telles réserves de leurs bénéfices imposables, faisant valoir qu'elles revêtaient à leur égard le caractère de réserves obligatoires destinées à parer à la dépréciation du gage que constitue l'immeuble hypothéqué. Cette prétention a été rejetée par l'administration des Contributions directes qui refuse de voir là une dépréciation effective et matérielle du gage seule sus-

ceptible, nous l'avons dit, de donner lieu à amortissement déductible.

Il convient de noter d'ailleurs que la position prise sur ce dernier point par l'Administration n'a pas jusqu'à ce jour, donné lieu de la part des Compagnies intéressées à recours contentieux ; il n'est pas douteux au demeurant, qu'un tel recours, en raison de la jurisprudence parfaitement établie du Conseil d'Etat en la matière, aboutirait à un échec.

Amortissement des moins-values du portefeuille-titres.

La question de l'amortissement des moins-values apparues d'un exercice à l'autre par suite de la baisse constatée dans la valeur des titres composant le portefeuille, revêt une importance particulière depuis quelques années en raison de l'amplitude des fluctuations qu'enregistrent les marchés de valeurs.

A l'origine l'Administration des contributions directes avait imposé aux entreprises assujetties en vue de l'établissement des bases d'imposition et conformément aux dispositions de l'article 14 du décret du 8 mars 1922, l'évaluation de leur portefeuille titre suivant l'un des deux procédés suivants :

- Evaluation au prix d'achat ;
- Evaluation au cours du jour de l'inventaire.

Les entreprises pouvaient, à leur choix, adopter l'une ou l'autre méthode, et exercer chaque année cette option. Elles n'étaient pas admises toutefois au titre d'un même exercice à diviser cette option qui devait s'étendre à l'ensemble des titres composant le portefeuille.

Rien, il faut le reconnaître, ne justifiait la position prise sur ce dernier point par l'Administration si ce n'est la préoccupation de limiter le montant de la moins-value susceptible de venir en déduction de la base d'imposition et cette thèse, génératrice de nombreux conflits, fut rejetée par le tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine par un arrêté en date du 24 juillet 1929. Cette juridiction admettait, pour l'établissement de l'impôt, le résultat obtenu en attribuant à chaque titre pris isolément la valeur la plus faible, qu'elle soit donnée par le cours du jour de l'inventaire ou le prix de revient.

Revenant sur sa thèse primitive, l'Administration, dans une lettre en date du 29 janvier 1932, adressée par le Ministre du Budget à l'Association Nationale des Sociétés par actions, a précisé les règles applicables en la matière à la généralité des entreprises et qui peuvent être ainsi énoncées :

Pour la fixation de l'estimation du portefeuille de valeurs mobilières d'une entreprise, chaque titre est évalué au cours du jour de l'inventaire lorsque ce cours est inférieur au prix d'achat, et au prix d'achat lorsque le cours du jour est plus élevé.

Lorsque l'application de cette règle fait apparaître des moins-values, ces moins-values peuvent être déduites des bases de l'imposition.

Toutefois, si la moins-value admise sur un titre se trouve, en totalité ou en partie ultérieurement comblée par suite d'une hausse des cours, la fraction correspondante doit être réintégrée dans le bénéfice de l'exercice au cours duquel la hausse s'est produite.

La jurisprudence du Conseil d'Etat s'est prononcée, à maintes reprises et de façon nette, en faveur de ces

règles (1) et la question ne soulève plus, actuellement, de difficultés doctrinales.

Tel est le principe : la simplicité de son énoncé ne saurait dissimuler la complexité des questions de fait qu'en soulève l'application, en ce qui concerne les entreprises d'assurances, en raison du nombre et du volume des opérations auxquelles donne lieu leur portefeuille titre.

En pratique, la détermination de la somme à admettre en déduction, ou à réintégrer dans le bénéfice imposable au titre d'un exercice donné nécessitera les opérations suivantes :

a) Comparaison de la valeur globale estimée du portefeuille à la clôture de cet exercice avec le prix d'achat correspondant. La moins-value apparaîtra par simple différence.

b) Détermination du montant des provisions constituées par l'entreprise en vue de combler cette moins-value.

c) Comparaison des deux termes ainsi dégagés.

La détermination du premier terme nécessite elle-même l'estimation préalable de la valeur du portefeuille : celle-ci, nous l'avons vu, repose soit sur le prix d'achat, si le cours de bourse est en hausse sur ce prix, soit le cours de bourse, si celui-ci est inférieur au prix d'achat. L'estimation par ce dernier procédé ne donnera lieu à aucune difficulté. Seule la recherche du prix d'achat appelle les remarques suivantes :

Ce prix d'achat apparaît généralement dans la comptabilité des compagnies de deux façons différentes.

(1) Sur la première règle : C. E. 25 février 1935.

Sur la seconde : C. E. 19 juin 1934.

Sur la troisième : C. E. 25 mai 1936 - 21 novembre 1936 - 31 mai 1937.

Dans le premier cas, les écritures font ressortir, non pas le prix d'achat de chaque titre, mais le prix moyen d'un groupe de titres de même catégorie. Si, par exemple, le groupe considéré comprend 100 titres A acquis à 1.000 francs et 50 titres acquis à 900 francs, le prix moyen attribué à chaque titre est celui de 966 fr. 66.

Il va sans dire que le rétablissement du prix d'achat réel des titres, entraînerait, en raison de leur nombre, de leur diversité, et des écarts entre les cours d'achats, des difficultés pratiquement insurmontables. L'Administration accepte par suite ce mode d'estimation, sans qu'il paraisse que cette tolérance ait pu donner lieu à fraude caractérisée.

Mais il arrive que les Compagnies substituent au prix d'achat des titres un « prix de revient » obtenu en corrigeant le prix d'achat réel au moyen des amortissements opérés par voie de réduction d'actif. Cette pratique, qui résulte d'instruction émanant du service de contrôle des assurances privées n'est pas retenu au point de vue fiscal : il appartiendra à la Compagnie d'apporter au regard du fisc les corrections nécessaires.

Enfin il peut arriver que l'entreprise considérée ne possède pas de registre ou d'état mentionnant le prix d'achat effectif des titres de son portefeuille. Dans cette hypothèse il lui appartiendra, si elle fait état, pour l'estimation de ce portefeuille, du prix d'achat, de présenter les justifications nécessaires (bordereaux d'agents de change, par exemple, pour les valeurs admises à la cote).

Il va de soi, par ailleurs, qu'en ce qui concerne les titres non admis à la cote officielle, une évaluation en dessous du prix d'achat ne pourra être retenue que dans la mesure où cette évaluation se trouve justifiée par

des événements déjà réalisés, tels que réduction du capital, suppression prolongée de dividende, liquidation, etc...

Soulignons qu'au point de vue fiscal, seule l'estimation ainsi définie peut être retenue, nonobstant les règles spéciales imposées aux Compagnies d'assurances et principalement aux entreprises contrôlées par les textes réglementaires en ce qui concerne l'évaluation et l'amortissement des éléments composant leur actif mobilier et immobilier.

Le rapprochement entre le prix d'achat global d'une part, et la valeur du portefeuille d'autre part, ayant été déterminés comme il vient d'être dit, fait alors apparaître la moins-value à retenir.

Exemple :

Prix d'achat global au 31 décembre 1937..	50.000.000 fr.
Estimation globale . . — . .	40.000.000 fr.
Moins-value globale . . — . .	10.000.000 fr.

On notera à ce propos :

— Que l'estimation du portefeuille a, par définition, pour limite maxima le prix d'achat : l'opération ne pourra donc jamais faire apparaître une plus value ;

— Que la moins-value susceptible d'apparaître ne concerne que les titres figurant au portefeuille lors de la clôture de l'exercice envisagé, à l'exclusion des titres sortis du portefeuille au cours de cet exercice.

Détermination des provisions constituées.

Par le terme général de provision, nous désignerons ici les sommes qui, sous des noms divers, sont affectées

à l'amortissement des moins-values. Par ailleurs nous n'aurons à étudier que les provisions susceptibles d'être soustraites des bases d'imposition. Il va de soi en effet que les Compagnies peuvent toujours combler la moins-value apparue sur un élément d'actif au moyen de prélèvement opérés sur leurs réserves libres, et par conséquent déjà taxées.

A l'exception donc de tels prélèvements qui n'ont pas à entrer en ligne de compte, les entreprises de l'espèce peuvent avoir, pour constituer les provisions qui nous intéressent, recours à trois procédés.

Elles peuvent opérer des prélèvements, soit sur certains éléments du compte « Profits et Pertes », soit sur les profits réalisés par la vente de certaines valeurs : le montant de ces prélèvements sera porté en déduction du prix d'achat des titres figurant au portefeuille. Cette affectation des bonis de réalisation est d'ailleurs généralement imposée aux Compagnies par le Ministère du Travail, sous le nom de réduction d'actif.

Elles peuvent également, au moyen de prélèvements de même nature, constituer des provisions « ad hoc » qui figureront soit à un compte spécial (Réserve pour fluctuations de valeurs par exemple), soit encore à certains autres comptes non affectés spécialement à cette fin, et dont le solde peu apparaître aussi bien à l'actif qu'au passif du bilan.

Elles peuvent enfin, en dehors de la comptabilité, proposer des déductions dans leur déclaration annuelle.

Dans la pratique, ces trois procédés sont d'ailleurs employés simultanément. Ils présentent, à l'égard du fisc, la même valeur (1) et, dans les développements qui

(1) Nous avons vu toutefois que l'évaluation des titres, par réduction d'actif ne pouvait être retenue pour l'estimation fiscale du porteur.

vont suivre nous n'aurons pas à faire de distinctions à cet égard.

La comparaison du montant de la moins-value déterminée avec celui des provisions constituées, permettra de constater soit leur égalité, soit l'excès de l'un des deux termes sur l'autre.

Répercussion sur le calcul du bénéfice imposable.

Les considérations qui précèdent semblent fournir au problème de la répercussion du résultat ainsi trouvé sur le calcul du bénéfice imposable une solution simple : si, à la clôture d'un exercice, le montant des provisions est égal à celui de la moins-value, celles-ci seront acceptées. Dans le cas où elles seront apparues insuffisantes, la Compagnie pourra, si elle le peut, combler en franchise d'impôt cette insuffisance.

Dans l'hypothèse contraire enfin, l'excès de provision devra être réintégré dans le bénéfice imposable.

En réalité, il n'est pas possible, au point de vue fiscal, de régler, en une seule fois, sur un exercice unique la situation du portefeuille telle qu'elle apparaît à la fin de cet exercice. Cette situation en effet, aussi bien que le résultat de la comparaison faite entre le montant de la moins-value et de la provision correspondante, tels qu'ils apparaissent à un moment donné, ont en général leur origine dans un exercice antérieur, et ont été influencés, dans des sens divers, par les opérations et les résultats afférents aux exercices qui se sont succédés depuis. Or, ainsi que nous l'avons précédemment noté, en vertu du principe de séparation des exercices, les

feuille-titre. Cette opération constitue en effet par elle-même un amortissement.

fluctuations dans la valeur du portefeuille ne peuvent être imputées sur les bénéfices imposables d'un exercice que dans la mesure où ces fluctuations se sont produites au cours dudit exercice.

Ce principe conduit donc à l'occasion de la vérification d'un exercice déterminé, à étendre cette vérification, si cela n'a pas été fait précédemment, aux exercices antérieurs et, théoriquement, jusqu'à la date d'entrée des titres dans le portefeuille.

Seule dans ces conditions, la liquidation, exercice par exercice, des fluctuations apparues dans la valeur du portefeuille et dans le montant des provisions correspondantes, permettra de déterminer les moins-values déductibles ou les excès à réintégrer.

L'exemple fictif ci-après permettra de rendre concrètes les considérations qui précèdent.

Nous supposerons que la vérification de la comptabilité d'une Compagnie ait conduit aux constatations suivantes.

Année de clôture de l'exercice	Prix d'achat global du portefeuille	Estimation du portefeuille	Moins value à la clôture de l'exercice	Provisions constituées	Remarques
1934	100.000.000	70.000.000	30.000.000	27.000.000	On supposera qu'au cours de l'exercice 1936, des titres sortent du portefeuille, entraînant un boni de réalisation de 1.000.000.
1935	110.000.000	75.000.000	35.000.000	30.000.000	
1936	108.000.000	82.000.000	26.000.000	29.000.000	
1937	109.000.000	85.000.000	24.000.000	28.000.000	
1838	119.060.000	90.000.000	29.000.000	31.000.000	

Mettant alors en évidence les fluctuations subies, d'un exercice à l'autre, par le montant respectif des moins-

values et des provisions de l'espèce, nous ferons apparaître les résultats suivants :

Année de clôture de l'exercice	Moins-values globales	Fluctuations par exercices	PROVISIONS		Réintégration antérieures à l'exercice	Provisions nettes de ces réintégrations	Réintégrations sur l'exercice	Provisions nettes de toute réintégration
			Globales	Nettes par exercice				
1934	30.000.000		27.000.000		»			
1935	35.000.000	- 5.000.000	30.000.000	- 3.000.000	»			
1936	26.000.000	+ 9.000.000	29.000.000	+ 1.000.000	»	26.000.000	3.000.000	26.000.000
1937	24.000.000	+ 2.000.000	28.000.000	+ 1.000.000	3.000.000	25.000.000	1.000.000	24.000.000
1938	29.000.000	- 5.000.000	31.000.000	- 3.000.000	4.000.000	27.000.000	- 2.000.000	29.000.000

Nous pourrions alors tirer, des éléments ainsi mis en évidence, les conclusions suivantes :

Jusqu'à la clôture de l'exercice 1935, les provisions constituées par la Société sont inférieures à la moins value globale. On pourra donc admettre en franchise d'impôt, le comblement de la différence.

Fin 1936, on constate que les provisions en écritures excèdent de 3.000.000 la moins-value amortissable. C'est que la Société, au cours de l'exercice 1936, a maintenu le montant des provisions constituées antérieurement, en réintégrant toutefois 1.000.000 correspondant aux titres sortis du portefeuille dans l'année. Or, une hausse de 9.000.000 s'est produite sur la valeur du portefeuille.

Cette revalorisation a, par suite libéré, au cours de l'année 1936, la fraction excédentaire de 3.000.000 de la provision existant en écriture à la fin de cet exercice. Cette fraction devra donc être réintégrée dans les résultats dudit exercice, et la provision se trouvera ainsi ramenée au chiffre de 26.000.000 égale à la moins-value correspondante.

En 1937, la situation est la suivante :

La moins-value amortissable fin 1937 s'élève à 24.000.000 par suite d'une nouvelle revalorisation du portefeuille. La provision en écriture existant à cette date s'élève à 28.000.000.

Si l'on en déduit le montant des réintégrations opérées au cours des exercices antérieurs et qui s'élèvent à 3.000.000 il apparaît une provision nette de 25.000.000, excédant de 1.000.000 la moins-value correspondante. Il y a lieu, par suite, de réintégrer dans le bénéfice taxable cette somme de 1.000.000 ce qui porte à 24.000.000 — égale à la moins-value — la provision nette.

En 1938, nous constatons une aggravation de la moins-value, portée à 29.000.000. Mais la provision correspondante figure pour 31.000.000. Toutefois, si nous en retranchons le montant des réintégrations antérieures (3.000.000 en 1936 + 1.000.000 en 1937) soit 4.000.000, la provision nette ne s'élève plus qu'à 27.000.000. Elle se trouve donc inférieure de 2.000.000 au montant de la moins-value correspondante et l'on peut admettre, pour combler cette différence, une déduction égale.

7° Reports déficitaires

L'article 82 de la loi de finances du 13 juillet 1925 prévoyait, nous l'avons vu, que les déficits d'exploitation des entreprises d'assurances et de réassurances, de capitalisation et d'épargne viennent en atténuation du revenu global de l'exercice et, en cas d'insuffisance, en atténuation du revenu net global des exercices postérieurs, jusqu'au cinquième inclusivement.

Ce texte donnait ainsi aux entreprises de l'espèce, la

faculté de reporter leurs exercices déficitaires, faculté refusée aux autres entreprises industrielles et commerciales.

Ce régime fut étendu aux entreprises de toute nature par l'article 12 du décret de codification du 20 juillet 1934. Toutefois le report déficitaire ne pouvait être pratiqué au-delà du troisième exercice.

L'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935, devenu l'article 12 du code général, a rétabli la faculté de report jusqu'au cinquième exercice, dans les termes suivants :

« En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit est considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant ledit exercice. Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au cinquième exercice qui suit l'exercice déficitaire ».

L'entrée en vigueur successive de ces trois réglementations conduit ainsi à observer les règles d'application suivantes :

RÉGIME	CHAMP D'APPLICATION	CONSÉQUENCES
Article 82 de la loi du 13 Juillet 1925. (cinq ans)	Impositions établies au titre de l'année 1934 et des années antérieures.	Les déficits des exercices 1928, 1929, 1930, 1931 et 1932 peuvent être imputés sur les bénéfices de l'exercice 1933.
Article 12 du décret de codification du 20 Juillet 1934. (trois ans)	Impositions établies au titre de l'année 1935.	Seuls, les déficits des exercices 1931, 1932 et 1933 peuvent être imputés sur les bénéfices de l'exercice 1934.
Article 12 du code général. (cinq ans)	Imposition établie au titre de l'année 1936 et des années suiv.	Les déficits des exercices 1930, 1931, 1932, 1933 et 1934 peuvent être imputés sur les bénéfices de l'exercice 1935.

Le déficit reporté est imputé à titre de charge sur les résultats de l'exercice ou des exercices ultérieurs, et cette opération doit s'effectuer par une imputation continue des pertes sur les bénéfices ultérieurs.

Il va de soi que ce déficit doit être déterminé selon les mêmes règles que le bénéfice imposable en formant la masse du revenu industriel et des revenus patrimoniaux et qu'en particulier, on doit s'assurer qu'une perte apparue dans les résultats de l'exploitation industrielle proprement dite, n'est pas compensée d'autre part par le montant des revenus patrimoniaux perçus au titre du même exercice.

8° *Pertes diverses*

Lorsque des ventes d'immeubles, de titres ou d'une façon générale, d'éléments isolés de l'actif, se sont traitées par des pertes que ne permettent pas de compenser les amortissements déjà opérés, ces pertes viennent en déduction des résultats servant de base à l'imposition.

§ 2. — Revenus patrimoniaux

Ainsi que nous le rappelions au début de la partie de cette étude consacrée à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le caractère exceptionnel de la réglementation applicable en la matière aux entreprises d'assurances et de réassurances réside dans le fait que les revenus nets patrimoniaux sont compris dans le bénéfice imposable. Pour la généralité des entreprises en effet, dans le but d'éviter des doubles impositions, le revenu ou la valeur locative des immeubles figurant à leur actif ou servant à leur exploitation, d'une part, et le revenu des valeurs mobilières figurant à leur portefeuille, d'autre part, doivent être soustraits des bénéfices imposables.

Le revenu à retenir pour l'établissement de l'impôt est le revenu net : pour les revenus immobiliers, il est égal à la différence entre le montant des loyers perçus et celui des charges diverses qui grèvent ces immeubles : frais d'aménagement, de réparations, d'entretien, impôts et taxes, assurances, amortissements. Il faut y comprendre également la valeur locative des immeubles

dont une Compagnie serait propriétaire, et où elle aurait installé ses services.

Pour les revenus mobiliers (1) on fera apparaître le revenu imposable en retranchant du revenu brut le montant des charges qui le frappent spécialement, et, en particulier, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

En ce qui concerne le revenu des biens patrimoniaux situés à l'étranger, l'article 2 du règlement de 1926, on l'a vu, excluait du revenu net global qui sert de base à l'impôt :

— les revenus provenant d'immeubles situés à l'étranger ;

— les revenus des valeurs mobilières déposées à titre de cautionnement ou de garantie dans lesdits pays étrangers.

Ces dispositions, application du principe de la territorialité de l'impôt, ont conservé toute leur valeur. Elles ne semblent pas nécessiter de commentaires. Signalons cependant qu'elles doivent être entendues dans un sens très strict : en particulier, il résulte d'une décision de l'Administration des Contributions directes, en date du 31 janvier 1926, que le revenu de valeurs mobilières déposées en France, bien qu'affectées à des réserves obligatoires afférentes aux opérations passées par des agences situées à l'étranger, devait être considéré comme revenu français, et compris comme tel dans la masse imposable.

Il va également de soi que ne peuvent être soustraits de la masse imposable les revenus de fonds placés à l'étranger par les Compagnies dans un but spéculatif.

(1) Rappelons toutefois que le revenu des réserves mathématiques demeure en dehors des bases de l'impôt.

En ce qui concerne les intérêts produits par les dépôts libres effectués par les Compagnies dans les banques à l'étranger, à raison de leurs opérations, l'Administration semble admettre la solution suivante :

Si la Compagnie possède à l'étranger une succursale autonome, les dépôts en question peuvent, si leur montant paraît normalement correspondre à cet usage, être considérés comme destinés à assurer le paiement des sinistres et des frais propres à cette agence, et les intérêts qu'ils produisent seront déductibles.

Si la succursale n'a pas d'autonomie, de tels dépôts ne peuvent se justifier. Ils doivent alors être considérés comme des placements à l'étranger, et leurs revenus ne peuvent être déduits.

§ 3. — Bénéfices réalisés à l'étranger par une entreprise française

Comme il a été dit plus haut, l'article 2 du règlement de 1926 excluait des bases de l'imposition, en vertu du principe de territorialité, les bénéfices réalisés par les succursales ou agences établies à l'étranger si elles ont une administration et une comptabilité propre et si les opérations qu'elles traitent concernent des risques étrangers. Il faut, en un mot, qu'elles soient autonomes.

En rapprochant de ces dispositions celles du même article qui visent les revenus des biens patrimoniaux situés à l'étranger, on se trouve amené aux considérations suivantes :

Une perte n'est imputable sur les bénéfices mondiaux de la Compagnie pour obtenir le bénéfice français que sous déduction des revenus nets.

Supposons qu'une telle agence autonome réalise une perte industrielle : cette perte est rétablie dans les résultats mondiaux, pour déterminer le bénéfice français, sous déduction des revenus patrimoniaux étrangers qui lui sont propres.

Si au contraire, elle n'est pas autonome, la Compagnie évite, dans la même hypothèse, soit la réintégration de l'excès de la perte industrielle sur les revenus patrimoniaux, soit la déduction de revenus patrimoniaux réduits par l'imputation sur leur montant de la perte industrielle suivant que celle-ci est supérieure ou inférieure aux dits revenus.

Ces conséquences sont traduites dans l'exemple fictif donné ci-dessous :

SUCCURSALE A L'ÉTRANGER		RÉPERCUSSION SUR LE BÉNÉFICE IMPOSABLE FRANÇAIS			
Perte industrielle	Revenus nets patrimoniaux	Succursale autonome		Succursale non autonome	
		à déduire	à rétablir	à déduire	à rétablir
900.000	700.000	»	200.000	700.000	»
800.000	700.000	»	100.000	700.000	»
700.000	700.000	»	»	700.000	»
400.000	700.000	300.000	»	700.000	»
0	700.000	700.000	»	700.000	»

Aussi les Compagnies ont-elles intérêt, lorsque telle de leurs succursales à l'étranger fait régulièrement apparaître un déficit industriel, à dénier à celle-ci tout caractère d'autonomie.

Pour cette raison, l'Administration a été amenée à préciser, dans des instructions et des notes établies à l'usage des agents chargés de la vérification fiscale, les circonstances de fait qui s'ajoutant aux conditions pré-

vues par l'article 2 du règlement, permettent de définir la notion d'autonomie. Elle paraît notamment retenir, comme constitutifs de cette autonomie, le fait de créer des primes, le paiement des sinistres, la constitution de réserves propres, la possibilité d'engager le siège, dans les opérations courantes.

ÉTABLISSEMENT DES IMPOSITIONS

Les formes et délais prévus pour l'établissement des impositions des Compagnies d'assurances et de réassurances ne diffèrent pas de ceux qu'imposent, à l'égard de la généralité des entreprises, la réglementation de droit commun, telle qu'elle est fixée par les articles 16 et 17 du Code général.

Nous rappellerons cependant qu'aux termes de l'alinéa 3 de l'article 17 précité, la copie du bilan et celle du compte « Profits et pertes » adressées au Contrôleur doivent être accompagnées du double du compte rendu détaillé et des tableaux annexes fournis au Ministère du Travail.

SECTION II

ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

§ 1. — Historique

D'une façon générale, et exception faite pour le Lloyds, qui fera l'objet d'une étude particulière, est imposable à la cédule industrielle et commerciale la

Compagnie d'Assurances étrangères qui possède, sur le territoire français, une agence à la tête de laquelle se trouve placé un représentant muni des pouvoirs nécessaires pour engager la Compagnie dans les opérations qu'il passe avec la clientèle.

Le décret-loi de codification du 20 juillet 1934, nous l'avons dit, a profondément remanié le régime particulier auquel se trouvaient soumises les entreprises étrangères d'assurances et de réassurances opérant en France, en Algérie, dans les Colonies et les pays de protectorat, en vertu de l'article 82 de la loi du 13 juillet 1925 et les articles 5, 6 et 8 du décret du 18 mai 1926 : les entreprises en question sont maintenant, du moins en principe, imposées comme les entreprises françaises d'après leurs bénéfices réels.

Toutefois, le régime nouveau n'étant applicable qu'aux opérations traitées depuis le 1^{er} janvier 1935, et d'autre part, un système d'imposition forfaitaire très voisin de l'ancien ayant été maintenu dans certains cas à l'égard des entreprises en question, nous rappellerons dans quelles conditions fonctionnait le système d'imposition antérieur.

Ce système, nous l'avons noté précédemment, comporte pour les entreprises assujetties une option entre la détermination forfaitaire de leurs profits imposables, ou leur imposition suivant leur bénéfices réels. Cette option est renouvelable chaque année, mais doit s'étendre à la totalité des opérations traitées. Une Compagnie étrangère exploitant par exemple les branches « accidents du travail » et « incendie » ne pourrait adopter pour l'une, le mode forfaitaire, et pour l'autre, la déclaration de son bénéfice réel.

Imposition d'après le bénéfice réel.

Les modalités d'application en sont déterminées par les articles 8 et 9 du règlement précité, dans les termes suivants :

Article 8

Le revenu imposable des entreprises étrangères qui entendent être taxées suivant les mêmes règles que les entreprises françaises est déterminé dans les conditions ci-après, suivant que leurs opérations sont assujetties ou non au contrôle de l'Etat français.

Pour les opérations contrôlées, le revenu des entreprises étrangères est formé par la totalisation du bénéfice net industriel réalisé dans les territoires relevant de leur direction française et du revenu net des capitaux mobiliers ou immobiliers affectés à la garantie des opérations effectuées sur ces mêmes territoires.

Pour les opérations non contrôlées, les entreprises étrangères doivent tenir, en France, une comptabilité dans laquelle elles font entrer en ligne de compte les dotations normales de réserves proportionnelles à leur encaissement de primes et à l'encaissement général des primes de la Compagnie. Le revenu net des capitaux mobiliers ou immobiliers affectés à la garantie des opérations effectuées sur les territoires relevant de la direction française s'ajoute au bénéfice industriel réalisé sur ces territoires.

Pour les entreprises étrangères réalisant des opérations contrôlées et des opérations non contrôlées, les résultats des deux catégories d'opérations se totalisent et le total donne le montant du bénéfice imposable.

La part des déductions du compte de profits et pertes autorisées pour les entreprises françaises par l'article 3 ci-dessus, ainsi que la part des frais du siège social susceptible d'être imputée au produit ainsi défini, sont évaluées en appliquant au montant total de ces déductions ou de ces frais la proportion constatée entre le montant des primes recueillies dans les territoires relevant de la direction française et le montant total des primes de l'entreprise.

Article 9

Les entreprises visées à l'article précédent remettent, avant le 31 mai, au contrôleur des contributions directes du lieu de leur principale agence en France, le compte financier des opérations effectuées et des profits réalisés au cours de l'exercice précédent en France, en Algérie ou dans les colonies et dans les pays de protectorat.

Le compte est accompagné du compte rendu détaillé et des tableaux annexes fournis au Ministère du Travail ; il est certifié par le représentant accrédité auprès du même Ministère. Ce représentant prend l'engagement de fournir à l'appui du compte financier toutes les justifications nécessaires.

Le contrôleur des contributions directes vérifie le compte et y apporte, s'il y a lieu, les redressements prévus à l'article 3 ci-dessus.

Le contrôleur communique ces redressements au représentant accrédité de l'entreprise et l'invite à se faire entendre ou à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de trente jours. Il arrête ensuite la base d'imposition, sans préjudice du droit de réclamation de l'entreprise après l'émission du rôle.

Ces dispositions, on le voit, distinguent entre les entreprises contrôlées, et les entreprises non contrôlées :

Les entreprises contrôlées devaient — et cette obligation subsiste — tenir au siège de leur exploitation en France une comptabilité complète. Comme les entreprises françaises, elles doivent communiquer le compte « profits et pertes » relatif à leurs opérations françaises imputables sur l'exercice précédent. Elles y joignent généralement, bien que cette formalité ne soit pas obligatoire, leur compte général « profits et pertes » et leur bilan mondial. A ces documents, doit-être joint le double de ceux qui sont communiqués au Ministère du Travail.

Les corrections qu'il convient d'apporter au solde du compte profits et pertes pour dégager le bénéfice taxable sont les mêmes que celles que prévoit l'article 3 du règlement à l'égard des entreprises françaises. Il ne semble pas utile d'y revenir.

En ce qui concerne les entreprises non contrôlées, les dispositions réglementaires leur imposent, sans autre précision, la tenue d'une comptabilité faisant état des dotations normales des réserves affectées aux risques qui ont fait l'objet de leurs opérations françaises.

Pour l'une et l'autre de ces catégories d'entreprises, les corrections qu'il convient d'apporter au solde du compte « profits et pertes » pour dégager le bénéfice taxable sont les mêmes que celles que prévoit l'article 3 du règlement à l'égard des entreprises françaises. Il ne semble donc pas utile de revenir sur les développements précédents.

Toutefois, on remarquera que la part des frais et charges susceptibles de venir en déduction de la masse imposable est calculée suivant la proportion constatée entre le montant des primes afférentes aux opérations

françaises et le montant des primes mondiales recueillies par l'entreprise : cette règle ne fait pas obstacle à ce que soient intégralement déduits pour leur montant justifié les frais et charges uniquement imputables à la succursale en France de l'entreprise étrangère.

Imposition d'après le mode forfaitaire.

Aux termes de l'article 7 du règlement, les entreprises étrangères qui se placent sous le régime de l'évaluation forfaitaire remettent, avant le 31 mai, au contrôleur des contributions directes du lieu de leur principale agence en France, la déclaration du montant des primes perçues par elles dans les territoires relevant de leur direction française, au cours de l'exercice précédent.

La déclaration mentionne séparément le montant des primes afférentes à chaque nature de risques.

Elle est produite et certifiée par le représentant accrédité auprès du Ministère du Travail et accompagnée d'un double du compte rendu détaillé ainsi que des tableaux annexes fournis au même Ministère.

Après vérification de la déclaration, le contrôleur communique au représentant accrédité de l'entreprise l'évaluation du revenu qu'il se propose de prendre comme base de l'imposition et l'invite à se faire entendre ou à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de trente jours.

Le contrôleur fixe ensuite la base d'imposition, sans préjudice du droit de réclamation de l'entreprise après l'émission du rôle.

Dans ce cas, le seul élément à retenir est le montant des primes. Par ailleurs, deux remarques s'imposent.

Tout d'abord, le texte en question mentionne expres-

sément qu'il s'agit de primes perçues dans les territoires relevant de la direction française ou correspondant à des risques sur ces territoires.

Cette rédaction avait pour but d'éviter que l'entreprise étrangère, en concédant les opérations passées dans ces territoires à une agence succursale située hors de la métropole puisse ainsi soustraire le produit à l'impôt cédulaire.

Les coefficients applicables établis pour chaque branche d'assurances étaient fixés annuellement par arrêté contresigné du Ministre du Travail et du Ministre des Finances après avis d'une commission ainsi composée :

- Un conseiller d'Etat, président.
- Un inspecteur des finances.
- Un représentant de chacune des Régies intéressées (Contributions directes et Enregistrement).
- Le directeur du contrôle des assurances privées ou son représentant.
- Trois représentants des entreprises françaises désignés par leurs collègues.
- Un représentant des entreprises étrangères, désigné par ses collègues.

Pour l'année 1934, les coefficients avaient été retenus comme suit :

Assurance-vie	5 %
Assurances-Incendie	21 %
Assurances accident du travail....	8 %
Assurances accidents droit commun	10 %
Assurances maritimes	5 %
Réassurances	0,10 %
Autres branches	7,50 %

§ 2. — Régime actuel

La réglementation actuelle ne modifiait que sur des points secondaires et dans la même mesure que pour les entreprises françaises le régime des entreprises étrangères ayant opté antérieurement pour le système d'imposition basé sur le bénéfice réel.

Par contre, la suppression du régime forfaitaire imposait aux entreprises qui l'avaient adopté, des obligations nouvelles, et principalement celle de tenir une comptabilité des opérations faites en France, et de fournir à l'Administration des documents dont leur organisation intérieure ne leur permettent pas toujours de fournir les éléments. Par ailleurs, certaines compagnies étrangères manifestent peu d'empressement à fournir à l'Administration d'une autre nation des renseignements sur leur situation et leur activité.

Les entreprises intéressées, par l'intermédiaire du Président de l'Union syndicale des Compagnies étrangères d'assurances opérant en France, saisirent de la question la Direction générale des Contributions directes qui, faisant usage des dispositions de l'article 20 du code général des impôts directs, proposa la solution traduite dans sa lettre du 22 février 1935 ainsi conçue :

« Monsieur le Président,

« Vous m'avez fait remettre, au nom des Sociétés
« étrangères d'assurances exploitant en France, une
« note relative aux difficultés qu'éprouvent ces sociétés
« pour se conformer, en ce qui concerne l'établissement
« de l'impôt sur les bénéfices industriels et commer-
« ciaux, aux nouvelles obligations résultant pour elles

« de la suppression du mode forfaitaire d'évaluation du
« revenu imposable auquel elles avaient presque toutes
« recours.

« Il est exposé dans cette note que la plupart des so-
« ciétés étrangères d'assurances opérant en France se
« trouvent dans l'impossibilité de déterminer avec exac-
« titude le revenu global réel correspondant aux affai-
« res qu'elles font en France parce que leur organisa-
« tion ne leur permet pas de tenir une comptabilité spé-
« ciale et détaillée, faisant ressortir les résultats de leurs
« opérations françaises.

« Aussi, les sociétés étrangères d'assurances seraient-
« elles désireuses de voir établir un système d'imposi-
« tion forfaitaire analogue à celui que comportait l'an-
« cienne réglementation et qui leur donnait satisfaction,
« tout en sauvegardant les intérêts du Trésor. .

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que les diffi-
« cultés sur lesquelles vous avez appelé mon attention
« me paraissent pouvoir être résolues de la manière
« suivante :

« L'article 20 du Code général des Impôts directs sti-
« pule que, pour l'établissement de l'impôt sur les bé-
« néfices industriels et commerciaux dû par les entre-
« prises qui sont sous la dépendance d'entreprises si-
« tuées hors de France, les bénéfices indirectement trans-
« férés à ces dernières sont incorporés aux résultats de
« la comptabilité française et qu'à défaut d'éléments
« précis pour opérer les redressements convenables, les
« produits imposables sont déterminés par comparai-
« son avec ceux des entreprises similaires exploitées
« normalement.

« Mon service sera évidemment conduit à faire appli-
« cation de ces dispositions aux sociétés étrangères d'as-

« surances même tenant une comptabilité spéciale de
« leurs opérations françaises, si cette comptabilité ne
« permet pas de dégager le montant exact des bénéfices
« correspondants.

« Dès lors, il me paraît possible d'admettre, en princi-
« pe, que les sociétés dont la déclaration ne pourrait pas
« être appuyée d'une comptabilité complète et proban-
« te se placent d'elles-mêmes sous le régime découlant
« des dispositions de l'article 20 du Code général pré-
« cité. Ces sociétés pourront donc évaluer le montant de
« leur revenu imposable en appliquant au montant des
« primes nettes (1) perçues en France ou correspondant
« à des risques situés sur le territoire français, des coef-
« ficients déterminés d'après les résultats communé-
« ment obtenus par les entreprises françaises les plus
« représentatives de la branche exploitée. »

L'étude des modalités d'application de la réglementation actuelle aux compagnies étrangères conduit donc : à examiner d'une part, le cas où ces Compagnies se soumettent aux dispositions du droit commun, et d'autre part, celui où elles bénéficient du régime forfaitaire tel que le définit la lettre ci-dessus. Enfin, une étude particulière sera consacrée aux conventions internationales intervenues en vue de résoudre le problème des doubles impositions.

A) IMPOSITION D'APRÈS LE BÉNÉFICE RÉEL

Le décret-loi du 20 juillet 1934 ayant abrogé les dispositions de l'article 82 de la loi du 13 juillet 1925, le

(1) C'est-à-dire sous déduction :

a) des primes cédées en réassurances à des entreprises admises par le Ministère du Travail à opérer en France et en Algérie.

b) Des impôts à la charge des assurés.

règlement du 28 mai 1926 a cessé d'avoir force obligatoire.

Toutefois, les modifications essentielles concernant le principe de la territorialité, les règles pratiques élaborées en la matière sous le régime antérieur demeurent, ainsi que nous l'avons rappelé, applicables.

En conséquence les entreprises étrangères contrôlées continuent de devoir tenir au siège de leur succursale française une comptabilité complète, c'est-à-dire les mêmes documents comptables que ceux dont la tenue est imposée aux entreprises françaises. Comme ces dernières, et dans les mêmes conditions, elles doivent constituer des réserves obligatoires.

Par ailleurs, elles devront adresser au Contrôleur des Contributions directes du lieu de leur principale agence en France, accompagné du compte rendu détaillé et des tableaux annexes fournis au Ministère du Travail, leur compte profits et pertes, dont le solde, après qu'il y a été apporté les corrections prévues par l'article 3 du règlement, sert de base à l'imposition.

L'élément imposable sera donc constitué par le bénéfice net réalisé sur les opérations ressortissant de leur succursale française augmenté du revenu net des réserves mobilières et immobilières affectées à la garantie de ces opérations.

Ajoutons que l'Administration chargée de l'établissement et du recouvrement de l'impôt ne rencontre pas en général de difficultés pratiques à cet égard, en raison de la réglementation stricte et du contrôle dont les entreprises en question sont l'objet.

Il n'en est souvent pas de même en ce qui concerne les entreprises non contrôlées.

L'obligation de tenir une comptabilité de leurs opéra-

tions françaises, édictée à leur égard par l'article 8 du règlement, demeure entière. Mais les dispositions légales et les instructions destinées à les compléter manquent de précision sur la nature de cette comptabilité. Quelques compagnies ne peuvent présenter à l'Administration que des comptes très incomplets et ne tiennent parfois ni grand-livre, ni livre-journal. Leur compte d'exploitation se borne à centraliser en écriture les situations envoyées par les diverses agences françaises. Ce fait, d'ailleurs, ne crée que des difficultés d'ordre pratique. S'appuyant sur les termes de l'article 9 du règlement, les contrôleurs des contributions directes peuvent, si les comptes ainsi présentés ne leur permettent pas de dégager avec la précision voulue les éléments du bénéfice imposable, demander toutes les justifications nécessaires, et en particulier :

— Le montant des réserves pour risques en cours et pour sinistres à régler tel qu'il figure dans la comptabilité centrale de la compagnie.

— Le détail des frais généraux du siège social.

— Le montant des primes mondiales.

Il convient de faire remarquer d'autre part, que l'on trouve rarement au siège de la direction française, à Paris, les renseignements d'ordre comptable concernant les opérations passées par les agences de province ou des colonies. Ceux-ci doivent le plus souvent être demandés au siège.

Dans un autre ordre d'idée, il faut signaler que la plupart des compagnies étrangères ne gardent en France que les capitaux strictement nécessaires pour assurer le règlement des sinistres courant, et par suite insuffisants pour garantir l'ensemble des opérations traitées en France. Ces compagnies, parallèlement, ne mentionnent dans

leur comptabilité française que les revenus de ces capitaux, mobiliers ou immobiliers. La considération de ces seuls éléments conduirait donc à évaluer le bénéfice taxable à un chiffre inférieur à la réalité. Rappelons en effet que l'article 8 du règlement ne vise pas les revenus net des seuls capitaux conservés en France, mais ceux de l'ensemble des réserves, mobilières ou immobilières, affectées à la garantie des opérations françaises.

Dans cette hypothèse, on doit ajouter au revenu des réserves en France celui des réserves destinées à garantir les opérations mondiales dans la proportion du montant des primes françaises à celui des primes mondiales, pour chaque catégorie de risques intéressée.

La part des frais et charges déductibles sera déterminée selon les règles fixées par le dernier alinéa de l'article 8 déjà cité. Pourront d'autre part, ainsi qu'il a été dit, être déduits pour leur totalité les frais justifiés imputables aux seules succursales et agences françaises.

En définitive, l'imposition des entreprises étrangères suivant leurs bénéfices réels exige, si l'on veut apporter aux éléments fournis par les assujetties les redressements et les corrections qui s'imposent en vue de dégager, avec toute la précision désirable, une connaissance aussi exacte que possible du bilan mondial, et de certains éléments qui ne figurent généralement que dans la comptabilité du siège. Les entreprises de l'espèce, il faut le reconnaître, s'efforcent de fournir aux contrôleurs les renseignements qui leur sont demandés. Il n'en demeure pas moins que la tâche de ceux-ci est sensiblement plus délicate en cette matière qu'en ce qui concerne les entreprises françaises.

B) IMPOSITION D'APRÈS LE RÉGIME FORFAITAIRE

Les entreprises étrangères qui ne pourraient déterminer le bénéfice réel imposable en France faute d'une organisation comptable susceptible de faire ressortir avec précision les résultats de leurs opérations françaises peuvent, nous l'avons vu, demander à se voir soumises à un système forfaitaire établi dans les conditions prévues par la lettre du 22 février 1935, émanant de la Direction générale des Contributions directes.

Ce régime, analogue à celui qu'avait prévu l'article 82 de la loi du 13 juillet 1925, en ce sens qu'il évalue le montant du revenu imposable en appliquant au montant des primes nettes afférentes aux opérations françaises des coefficients déterminés suivant les résultats normalement obtenus par les entreprises françaises correspondantes s'en écarte notablement sur les points suivants :

Seules peuvent en demander l'application les entreprises dont l'organisation intérieure ne prévoit pas de comptabilité spéciale. Il n'y a donc plus d'option modifiable au seul gré des assujetties.

Les coefficients applicables sont arrêtés annuellement par l'Administration.

Enfin, l'évaluation établie sur ces bases ne lie pas l'Administration, qui peut y substituer, le cas échéant, le revenu réel que pourraient faire apparaître ses vérifications.

Ces restrictions semblent exclure du régime forfaitaire ainsi défini, en tout état de cause, les entreprises se livrant à des opérations contrôlées, et qui de ce fait, sont soumises à une réglementation qui permet toujours aux contrôleurs de déterminer le bénéfice réel.

C) RÉGIME DU L'LOYD DE LONDRES

Cet organisme présente des caractères très particuliers : fonctionnant comme une véritable bourse des assurances, il est composé d'un nombre déterminé d'assureurs constitué en groupe et administré par un comité à la tête duquel se trouve un secrétaire général. Ce comité centralise les contrats délivrés par les groupes d'assureurs, contrats qui ne deviennent définitifs qu'après avoir été revêtus du sceau du bureau signataire du LLOYD.

Les propositions de contrat, émanant soit de la clientèle particulière, soit de correspondants attitrés, sont reçues par des courtiers ou *brokers*, qui à leur tour les soumettent à l'un ou plusieurs groupes d'assureurs, qui, en cas d'acceptation, donne ses signatures.

Il en résulte que le LLOYD, simple réunion de groupes d'assureurs non solidaires, ne possède pas à l'étranger de directions ou succursales ayant pouvoir de conclure des opérations d'assurances proprement dites, et de conserver ainsi, dans leurs écritures, la trace de ces opérations. D'autre part, les membres du LLOYD eux-mêmes ne tiennent pas une comptabilité particulière pour chaque pays dans lesquels ils assurent des risques.

Par ailleurs, leurs comptes ne sont pas tenus par exercice, ceux-ci n'étant arrêtés, pour un contrat donné, qu'à l'expiration de ce contrat.

Il va de soi qu'il eût été impossible, dès lors, d'établir l'imposition sur le bénéfice réel réalisé en France par les membres du LLOYD.

Le règlement de 1926 avait disposé que l'impôt serait perçu sur le montant des primes perçues en France, en Algérie, aux colonies et pays de protectorat, montant

auquel serait appliqué un coefficient suivant une procédure analogue à celle du régime forfaitaire. Les courtiers et agents des brokers ayant placé des assurances auprès du LLOYD devaient fournir à l'Administration un relevé de ces écritures, indiquant, par catégories d'opérations, le montant des primes afférentes aux opérations traitées. Ils étaient responsables du recouvrement de l'impôt.

Actuellement, le régime du LLOYD est réglé en vertu d'un accord avec son Comité par une note, émanant de la première direction des Contributions directes de la Seine, et l'imposition est établie au nom de l'association des brokers du LLOYD.

§ 3. — Conventions internationales relatives à la législation fiscale

La plupart des législations fiscales étrangères prévoient un système d'impôts directs qui, semblable au nôtre en ce qu'ils tendent à frapper les diverses catégories de revenus, n'en diffèrent pas moins de façon souvent marquée dans les règles qu'elles fixent quant à l'assiette et à la perception de ces impôts.

Il peut en résulter qu'une personne physique ou morale, tirant de l'étranger certaines ressources, peut voir celles-ci frappées à la fois par l'impôt local et par l'impôt national qui lui correspond.

Cet état de fait est susceptible de créer une entrave dans les relations économiques internationales. Cet inconvénient se manifeste de façon plus sensible encore à l'égard des entreprises d'assurances et de réassurances, en raison de l'obligation à laquelle elles sont tenues actuellement sans exception, de constituer d'importan-

tes réserves dans les pays où elles sont amenées à réaliser des opérations, réserves dont les revenus, nous l'avons dit, constituent une part très importante — et pour certaines entreprises — la plus importante de leurs bénéfices industriels.

C'est pourquoi, sur la recommandation de la Société des Nations, un certain nombre d'Etats ont signé une série de conventions bi-latérales ayant pour objet d'harmoniser leur réglementation fiscale. Ces conventions, en ce qui concerne la France, ont été indiquées dans le tableau ci-contre.

Le nombre et la nature des impôts qui ont fait l'objet des accords ainsi rappelés varient d'ailleurs suivant les pays intéressés. Toutefois, et c'est à ce titre que nous les avons mentionnés, ils visent tous l'impôt français sur les bénéfices industriels et commerciaux d'une part, et d'autre part, l'impôt qui, sous un vocable différent lui correspond dans chacune des autres Nations.

Nous dégagerons ci-après, des conventions dont il s'agit, les règles générales concernant, d'une part l'imposition en France des bénéfices résultant d'opérations réalisées par des entreprises étrangères d'assurances et de réassurances, et d'autre part, l'imposition des entreprises françaises pour les opérations passées à l'étranger.

Une condition essentielle est formulée par toutes les conventions dont il s'agit : ne sont imposables dans chacun des Etats contractants que les revenus produits par les établissements stables qui y sont situés. Ce terme « d'établissement stable » est emprunté à la convention franco-belge. La convention franco-allemande contient le terme de « siège d'exploitation » et la convention franco-italienne celui de « représentation permanente ».

CONVENTIONS	TEXTES	DATE D'APPLICATION
<i>Convention franco-espagnole.</i>	Signée le 18 mai 1926. Décret du 31 août 1926. J.O. du 12 septembre 1926.	1 ^{er} janvier 1927.
<i>Convention franco-belge.</i>	Signée le 16 mai 1934. Approuvée par la loi du 13 juillet 1933. Promulguée par le décret du 10 août 1933. J.O. du 30 août 1933.	Effets à partir du 1 ^{er} janvier 1934.
<i>Convention franco-italienne.</i>	Signée le 16 juin 1930. Avenant du 16 novembre 1931. Approuvée par la loi du 13 juillet 1933. Promulguée par le décret du 24 novembre 1933. J. O. du 15 décembre 1933.	Effets à partir du 1 ^{er} janvier 1934.
<i>Convention avec les Etats-Unis d'Amérique.</i>	Signée le 27 avril 1932. Approuvée par la loi du 5 avril 1935. Promulguée par le décret du 1 ^{er} octobre 1935. J.O. du 2 octobre 1935.	Effets à partir du 1 ^{er} janvier 1936.
<i>Convention franco-allemande.</i>	Signée le 9 novembre 1934.	Non encore applicable.
<i>Convention franco-suédoise.</i>	Décret du 8 octobre 1937.	Effets à partir du 1 ^{er} janvier 1938.

En fait, ces termes ont une acception identique. On reconnaîtra, par suite, le caractère ainsi défini à « tout organisme fixe qui sera installé à demeure dans l'un des pays contractants par une entreprise de l'autre pays

et dans lequel un préposé effectuera en totalité ou en partie les opérations relatives aux contrats d'assurance » (1).

Examinons maintenant suivant quelles règles seront déterminés les éléments du bénéfice imposable réalisé par les établissements définis ci-dessus.

Le principe est simple : ce bénéfice sera déterminé suivant la réglementation propre du pays où est situé l'établissement.

Par suite, en France, la succursale d'une entreprise étrangère sera imposée sur les bénéfices tels qu'ils sont définis par l'article 9 du Code général :

— Le bénéfice net industriel sera déterminé par l'examen de la comptabilité de l'établissement. Cette détermination sera en général assez aisée.

— les revenus nets mobiliers et immobiliers à retenir seront ceux provenant des réserves techniques de toute nature constituées sur le territoire et affectées à la garantie des opérations (2), ainsi que ceux des dépôts et cautionnements ayant le même objet.

En ce qui concerne les revenus provenant de la part des réserves générales affectées par le siège central à la garantie des opérations françaises, ils ne pourront être compris dans le bénéfice imposable en France si la compagnie en cause peut justifier qu'ils ont déjà été frappés dans le pays d'origine par l'impôt correspondant.

Enfin, la quote-part des frais généraux du siège im-

(1) Extrait d'une note intérieure rédigée à l'usage des services spécialisés de l'Administration des Contributions Directes.

(2) Ainsi que nous l'avons noté précédemment, le montant des réserves constituées en France à cette fin par les entreprises étrangères est le plus souvent insuffisant pour garantir intégralement leurs obligations. Il appartiendrait à l'Administration, en cas d'insuffisances dans la dotation des réserves obligatoires, d'opérer les rectifications nécessaires et d'en tirer les conséquences fiscales.

putable à la succursale pourra faire l'objet d'une déduction, suivant les modalités prévues par l'article 8 dernier alinéa, du règlement de 1926, si la même déduction est admise, par réciprocité, pour les succursales françaises situées sur le territoire des pays contractants.

ENTREPRISES DE RÉASSURANCES

Lorsqu'une entreprise d'assurances française se réassure auprès d'une Compagnie étrangère, l'opération se fait, souvent de siège à siège, sans qu'intervienne l'agence française de cette compagnie. Il est toutefois admis que le bénéfice réalisé par la compagnie étrangère sur une telle opération est compris dans la masse imposable à la cédule, si le risque réassuré est situé en France, si la réassurance résulte d'un traité obligatoire et si la compagnie de réassurance possède en France un représentant accrédité (1).

Rappelons par ailleurs qu'aux termes de l'article 2 du règlement, les primes reçues d'une société française par une société étrangère en vertu d'un traité de réassurances obligatoires, n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de l'impôt dû en France par la société étrangère, lorsque ces primes concernent la réassurance de risques situés à l'étranger.

(1) Ce représentant, dont nous avons défini le rôle au début de cette étude ne s'identifie pas juridiquement avec l'agent chargé de diriger la succursale locale.

NOTE TRÈS IMPORTANTE

Un règlement d'administration publique du 30 décembre 1938, pris en application de l'article 3 du décret-loi du 14 juin 1938, a refondu et codifié les règles statutaires concernant la constitution des sociétés et entreprises d'assurances et de réassurances, ainsi que le fonctionnement et le contrôle de ces organismes. Il marque le souci de renforcer ce contrôle et leur impose à cet égard des obligations et des charges nouvelles.

Dans quelle mesure celles-ci sont-elles susceptibles d'entraîner des conséquences fiscales ? Il est actuellement impossible de répondre à cette question autrement que sur le plan doctrinal puisque, d'une part, la nouvelle réglementation entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1939, et que les questions fiscales soulevées à cette occasion ne pourront être formulées qu'à la clôture, ou mieux, à la vérification de cet exercice, et que d'autre part, diverses mesures transitoires sont susceptibles de retarder ces conséquences.

Sous le bénéfice de ces observations, nous allons examiner ci-après, à la lumière des principes de la réglementation fiscale existant en la matière, les points sur lesquels le nouveau statut peut sembler de nature à influencer le régime fiscal. Ces points portent sur les Mutuelles, sur le calcul et la constitution de réserves obligatoires, et sur l'évaluation des titres et valeurs composant l'actif mobilier.

A) LES MUTUELLES

Ainsi que le rappelle le rapport qui précède le règlement en question, le décret du 8 mars 1922 avait institué un régime unique pour toutes les sociétés dont les adhérents ont la double qualité d'assurés et d'assureurs. Le règlement distingue, au contraire, les sociétés mutuelles d'assurances, des sociétés d'assurances à forme mutuelle, les premières pouvant se constituer dans des conditions analogues à celles que prévoyait le décret de 1922, mais néanmoins soumises à une réglementation plus stricte, destinée à assurer leur caractère désintéressé.

Cette distinction pose à nouveau la question de l'exonération fiscale dont jouissent, nous l'avons vu, les Mutuelles « régulièrement constituées ». N'est-on pas en droit d'estimer qu'à l'avenir les Sociétés Mutuelles pourront de plein droit bénéficier de cette exonération, qui serait refusée aux sociétés à forme mutuelle, ou tout au moins ne leur serait accordée que sur justification de leur caractère désintéressé.

Cette thèse, certes, repose sur l'affirmation que les Sociétés Mutuelles ne peuvent pas faire de bénéfices, tandis que les Sociétés à forme mutuelle peuvent n'en pas faire. Examinons si une telle affirmation serait conforme aux faits tels qu'ils se présentent sous le nouveau régime.

Les Sociétés mutuelles régulièrement constituées conformément au titre III du règlement ne peuvent pas faire de bénéfices; en effet, aux termes de l'article 68 :

— Elles ne peuvent attribuer *aucune rémunération* à leurs gérants ou administrateurs.

— Elles doivent répartir intégralement leurs excédents de recettes entre leurs membres.

Assurément, un risque de fraude pourrait subsister : une dotation excessive de leurs réserves obligatoires ou une surestimation des charges de l'exercice toujours difficiles à apprécier par l'administration fiscale peuvent permettre la constitution de réserves occultes. Mais ce ne serait évidemment qu'à la dissolution de la société que de tels bénéfices pourraient constituer pour les sociétaires un profit effectif. Or, l'article 80 du règlement prévoit qu'en cas de dissolution, la répartition de l'excédent de l'actif sur le passif ne peut conduire à attribuer aux membres de la Société une somme supérieure au montant de la cotisation de l'année en cours, le surplus étant, par décision du Ministre du Travail, affecté à des organismes d'intérêt social.

Une telle réglementation semble exclure, on le voit, toute création ou réalisation de bénéfices, au sens industriel du mot.

Les Sociétés à forme mutuelle sont soumises à un régime plus libéral.

Assurément, et par application des principes même de la mutualité, elles ne peuvent répartir leurs excédents qu'entre leurs adhérents. Par ailleurs, l'interdiction de la gestion forfaitaire est maintenue à leur égard.

Par contre, les fonctions de directeur et d'administrateur peuvent être rémunérées par une allocation fixe, et même par une allocation variable, prélevée sur les excédents, pourvu que celle-ci ne soit calculée que sur ces excédents.

Or, nous l'avons vu, de telles modalités de rémunération ne sont pas considérées par la jurisprudence du Conseil d'Etat comme contraires à la règle édictée par

le décret de 1922, de la gratuité des fonctions de direction et d'administration.

En conséquence, et dans l'état actuel de la jurisprudence de la Haute Assemblée, il faut admettre que les sociétés à forme mutuelle, si elles fonctionnent conformément aux dispositions du titre II du règlement, remplissent les trois conditions requises pour bénéficier de l'exonération. Il est même permis d'affirmer que les Sociétés mutuelles pourraient enfreindre formellement leurs statuts, en rémunérant leurs administrateurs, sans pour cela être assujetties à l'impôt.

Il ne serait pas impossible, toutefois, que le Conseil d'Etat, sur ce point, soit amené à une conception plus rigoureuse de la gratuité des fonctions; il n'est pas sans intérêt de noter que la distinction entre les deux formes de mutualité a été précisée, lors de l'élaboration du règlement du 30 décembre 1938, sous son influence, et il n'est pas interdit de penser que cette influence puisse se retrouver, ultérieurement, dans sa jurisprudence.

B) LES RÉSERVES. — LES CAUTIONNEMENTS

Le règlement du 30 décembre 1938 a sensiblement étendu les obligations des assureurs en ce qui concerne la constitution de réserves techniques et de diverses réserves dont l'inscription au passif et la représentation à l'actif du bilan est désormais obligatoire.

Aux réserves obligatoires existantes, s'ajoutent désormais les suivantes :

1° Pour la généralité des entreprises :

a) des réserves correspondant aux créances privilégiées et aux dettes exigibles, ainsi qu'à certains dépôts.

b) une réserve de prévoyance destinée à faire face aux engagements pris par la Société vis-à-vis de son personnel.

2° Pour l'assurance-vie et l'assurance nuptialité-natalité (1) :

a) une réserve pour bénéfices non distribués annuellement aux assurés.

b) une réserve de capitalisation destinée à parer à la dépréciation des éléments d'actif.

3° Pour l'assurance contre les accidents du travail :
une réserve de capitalisation destinée à parer à la dépréciation des éléments d'actif affectés à la représentation de la réserve mathématique des rentes.

Pour toutes les autres branches :

a) une réserve mathématique des rentes.

b) une réserve pour risques croissants.

c) une réserve mathématique des réassurances, pour les entreprises réassurant des risques pris en assurance-vie ou en assurance nuptialité-natalité.

Il est en outre prévu que des règlements d'administration publique pourront imposer toute autre réserve technique.

Dans l'état actuel de la réglementation fiscale, ce régime nouveau appelle les remarques suivantes :

En ce qui concerne les réserves figurant sous 1° (a, b) et sous 2° (a), nous observerons que ces divers postes existaient déjà dans les écritures des compagnies. Par ailleurs, nous l'avons vu, le fisc leur a toujours reconnu, sous réserve d'une dotation normale, le caractère de

(1) Cette branche est par ailleurs soumise à la même réglementation que l'assurance-vie.

charges ou de provisions déductibles. Les nouvelles dispositions qui consacrent sur ce point une situation de fait, ne semblent donc pas devoir entraîner de répercussions fiscales nouvelles.

La constitution de réserves de capitalisation pose à nouveau la question de la répercussion au point de vue fiscal, de l'évaluation des éléments de l'actif des Compagnies, telle qu'elle résulte des règles imposées par le Ministère du Travail, règles d'ailleurs profondément modifiées par l'article 170 du nouveau règlement.

Si l'on s'en tient strictement aux principes rappelés plus haut, lors de l'étude de l'amortissement immobilier et mobilier, il faut conclure qu'au regard du fisc, rien n'est changé, et qu'il ne pourra être tenu compte de telles réserves qu'à concurrence du montant correspondant à la seule moins-value déterminée conformément aux règles purement fiscales, consacrées d'ailleurs sans équivoque par la jurisprudence.

La réserve mathématique des rentes, destinée à garantir les engagements de la Société en ce qui concerne le paiement des rentes mises à sa charge, joue dans l'exploitation de l'assurance de risques divers, un rôle identique à celui de la réserve mathématique que sont tenues de constituer les entreprises d'assurances contre les accidents du travail.

Or, cette dernière réserve, nous l'avons vu, fait partie des éléments déductibles. Il n'est pas douteux que la même solution s'impose pour la première.

La réserve pour risques croissants, imposée aux entreprises exploitant l'assurance maladie-invalidité, est destinée à tenir compte de l'aggravation du risque avec l'âge de l'assuré.

Elle correspond ainsi à une charge certaine et de

nature nettement déterminée (dont tient compte également d'ailleurs, le calcul de la réserve mathématique en matière d'assurance-vie). Par suite, elle semble devoir être soustraite des bases d'imposition.

Par contre, la réserve mathématique des réassurances ne saurait être admise en déduction.

Elle n'est pas autre chose, en effet, que la réserve pour fonds de réassurance déjà étudiée et destinée à faire face aux conséquences d'une défaillance du réassureur.

Nous soulignons, à cet égard, qu'une telle réserve avait un objet purement aléatoire puisque dans le cas où le réassureur cesserait de pouvoir tenir ses engagements, seul l'exercice qui aurait à supporter le règlement du sinistre réassuré en subirait les conséquences.

Le caractère obligatoire que lui confère la nouvelle réglementation ne saurait donc à lui seul, justifier une exonération, et elle doit demeurer comprise dans les bases d'imposition.

En ce qui concerne le cautionnement au versement duquel peut être subordonné l'agrément préalable maintenant imposé à toutes les entreprises d'assurances, à l'exception de l'assurance maritime et de la réassurance, nous ne pouvons que maintenir les termes de l'avis que nous exprimions à l'occasion de l'examen de la question telle qu'elle se posait à l'égard des entreprises d'assurances automobiles.

Un tel cautionnement, qui n'est pas autre chose qu'un blocage d'une fraction de l'actif prélevée sur les bénéfices, ne saurait faire l'objet d'une exonération.

TITRE II

TAXE SPÉCIALE

SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

CHAPITRE UNIQUE

La taxe spéciale sur le chiffre d'affaires créée par l'article 14 de la loi du 31 juillet 1917 était destinée, dans l'esprit du législateur, à compléter l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, en même temps qu'à remplacer certaines taxes supportées par les grands magasins et les entreprises à succursales multiples. Les entreprises d'assurances, qui acquittaient par ailleurs un droit de timbre spécial, en étaient exemptées par l'article 60 de la loi de finances du 25 juin 1920. Par ailleurs, une décision du Ministre des Finances, en date du 26 novembre 1923, en avait également exempté le montant des primes afférentes à des opérations de réassurances, lorsque celles-ci étaient relatives à des contrats d'assurance ayant déjà supporté les droits de timbre et d'enregistrement.

L'article 83 de la loi de finances du 13 juillet 1925,

modifié par l'article 1^{er} de la loi du 11 mars 1928, a étendu le champ d'application de cette taxe aux entreprises d'assurances dont le chiffre d'affaires dépasse un million de francs.

Ces dispositions ont été reprises par l'article 28 du décret du 20 juillet 1934, devenu l'article 28 du Code Général.

Toutefois, à partir du 1^{er} janvier 1935, et en vertu du principe de territorialité appliqué à partir de la même date, en ce qui concerne l'impôt cédulaire, les primes perçues par les succursales situées en Algérie, dans les colonies et les pays de protectorat n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la taxe.

La taxe spéciale sur le chiffre d'affaires étant, nous l'avons dit, un complément de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les conditions d'assujettissement et d'exonération sont les mêmes. Les sociétés mutuelles d'assurances par conséquent, bien qu'il n'existe sur ce point aucune disposition légale ou réglementaire, dès lors qu'elles remplissent les conditions exigées pour bénéficier de l'exonération fiscale au regard de la cédula sont par là même soustraites à la taxe.

Par ailleurs, l'article 24 du décret de codification du 15 octobre 1926 et l'article 1^{er} de la loi du 11 mars 1928, devenus l'article 28 du Code Général, exceptent du montant des primes taxables les primes relatives aux assurances maritimes, aux assurances crédit à l'exportation ou reçues en réassurances.

Les Compagnies étrangères imposables à la cédula sont assujetties à la taxe dans les mêmes conditions que les Compagnies françaises.

Assiette de la taxe

Le chiffre d'affaires supérieur à un million retenu pour le calcul de la taxe est constitué par le montant des primes d'assurances ou de réassurances perçues en France au cours de la période dont les résultats sont retenus pour l'établissement de l'impôt cédulaire. Il faut y ajouter le montant des frais payés par l'assuré en même temps que la prime, sous des appellations diverses : frais de polices, frais de gestion, etc..., et, d'une façon générale, le montant des frais accessoires d'administration et de recouvrement inclus dans la prime (C. E., arrêt du 19 janvier 1934).

Par ailleurs, aux termes du même arrêt, il n'y a pas lieu de déduire des primes retenues pour le calcul du chiffre d'affaires taxable la part de ces primes cédées en réassurance à d'autres Compagnies.

En outre, un arrêt de la même juridiction, en date du 8 juin 1936, comprend dans le montant taxable les primes uniques versées en vue de la constitution de rentes viagères.

Dans certaines conditions, les Compagnies n'encaissent pas matériellement les primes de l'assuré, mais par des jeux d'écritures, se les paient à elles-mêmes pour le compte de l'intéressé.

Ce cas peut se produire, en particulier, dans les deux hypothèses suivantes :

Par un avenant au contrat principal, la Compagnie peut s'engager, moyennant le paiement d'une surprime, à payer, aux lieu et place de l'assuré, dans le cas où celui-ci se trouverait atteint d'incapacité totale et temporaire par accident ou maladie, les primes à échoir pendant la durée de cette incapacité.

En application de dispositions particulières insérées dans certains contrats, l'assuré est admis, dans certaines conditions, à participer aux bénéfices de l'entreprise. Celle-ci, au lieu de distribuer en deniers le montant de la participation accordée, peut l'affecter, par compensation, au paiement des primes à échoir.

Certaines Compagnies soutiennent que de telles primes ne pouvant être considérées comme primes encaissées, au sens de l'article 28 du Code, devraient être soustraites du chiffre d'affaires taxable.

L'Administration des Contributions directes rejette cette thèse, non sans raison.

Il n'est pas douteux, en effet, que, dans les cas précités, il existe simultanément :

— d'une part, une dette de l'assuré envers la Compagnie, dette représentée par la prime qui constitue la contre-partie de l'obligation de garantie assumée par la Compagnie ;

— d'autre part, une créance de l'assuré contre la Compagnie, résultant d'obligations contractuelles ou statutaires de la Compagnie, en tous cas distincte et indépendante de l'obligation de garantie.

L'opération passée dans les écritures revêt donc le caractère d'une véritable confusion, au sens de l'article 1.300 du Code civil, entre cette dette et cette créance. Or, une telle confusion, aux termes de l'article 1.234 du même Code, est, au même titre que le paiement, un mode d'extinction des obligations.

Dans ces conditions, l'opération ci-dessus équivaut au paiement de la prime due par l'assuré.

Le montant des primes de l'espèce doit donc figurer dans le chiffre d'affaires taxable.

Il convient d'observer d'ailleurs que jusqu'à ce jour,

les Compagnies intéressées se sont inclinées devant cette solution.

Pratiquement, les opérations qui permettaient de faire apparaître le chiffre d'affaires taxable sont résumées dans le tableau ci-après :

Montant total des primes encaissées :

A déduire :

Impôt à la charge des assurés,
Primes d'assurances maritimes,
Primes reçues en réassurances,
Primes d'assurance-crédit à l'exportation,
Primes encaissées par les agences d'Algérie, des Colonies et pays de protectorat,
Primes encaissées par les Agences autonomes à l'étranger.

A retenir :

Primes cédées en réassurances,
Primes encaissées par les Agences non autonomes à l'étranger,
Primes uniques versées pour la constitution de rentes viagères,
Primes que la Compagnie s'est payées à elle-même par confusion.

Le taux de la taxe est actuellement le suivant :

1,20 0/00 sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 1 million et 2 millions de francs,
2,40 0/00, sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 2.000.001 et 10 millions de francs,
3,60 0/00, sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 10.000.001 et 100 millions de francs,

4,80 0/00, sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 100.000.001 et 200 millions de francs.

6 0/00, sur la fraction du chiffre d'affaires au-dessus de 200 millions de francs.

Toute fraction du chiffre d'affaires inférieure à 1.000 francs est négligée.

Les délais et formes de la déclaration prévue pour l'établissement de la taxe sont ceux du droit commun, tels qu'ils sont imposés par l'article 31 du Code général.

TITRE III

TAXE D'APPRENTISSAGE

CHAPITRE UNIQUE

La taxe d'apprentissage a été créée par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 : son produit est essentiellement destiné, aux termes de ce texte, à contribuer aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage. Le texte organique a été modifié ou complété par les lois du 29 avril 1926 (art. 7), du 27 décembre 1927 (art. 8) et du 16 avril 1930 (art. 11 et 69).

Les conditions d'application de ces dispositions légales ont été déterminées par un règlement d'administration publique du 8 avril 1931, et commentées dans une instruction du 30 avril 1931.

La taxe frappe, d'une façon générale, toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale. Les entreprises d'assurances s'y trouvent donc de plein droit soumises, dans les termes du droit commun, dès lors qu'elles se trouvent passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Sans étudier dans son détail le régime de cette imposition, nous rappellerons, ci-après, les principes qui déterminent son établissement.

La taxe d'apprentissage est assise sur le montant total des appointements, salaires et rétributions fixes ou variables, périodiques ou non, servis aux divers personnels au service direct de l'entreprise. Il n'est toutefois pas fait état du montant des allocations familiales versées à ces personnels, qu'elles soient payées par l'entreprise elle-même ou par l'intermédiaire d'une Caisse de Compensation.

Son également exclus des bases de la taxe, bien que déjà admis en déduction pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les versements opérés par l'entreprise en faveur de son personnel aux caisses de retraites et de secours, ou aux caisses de compensation, ainsi que les secours ou pensions qu'elle sert à ses anciens employés.

Il en est de même des cotisations patronales versées au titre des assurances sociales.

Par ailleurs, ne sont pas comprises dans l'assiette de la taxe, les indemnités qui, comme les frais de transport ou de déplacement, ne constituent qu'un remboursement de dépenses.

La taxe, dont le taux actuel est de 0,20 % est calculée sur le montant brut des appointements ainsi défini ; toute fraction du montant global imposable n'excédant pas 1.000 francs est négligée.

Aucune déduction ne peut être, sauf les exceptions précédemment rappelées, opérée sur le total des sommes versées à titre de salaires et servant de base à l'imposition. Par contre, les dispositions légales et réglementaires prévoient que les entreprises assujetties

pourront bénéficier d'exonérations totales ou partielles, en considération des dispositions prises par elles en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Ces dispositions revêtent, en ce qui concerne les compagnies d'assurances, un intérêt particulier : ces entreprises, en effet, outre qu'elles accordent d'importantes subventions aux grandes écoles techniques (Ecole Polytechnique, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Ecole supérieure de Commerce de Paris, etc...), ont, par ailleurs, créé des chaires d'enseignement supérieur et des cours de formation professionnels.

Les demandes d'exonération qu'elles joignent à leur déclaration annuelle présentent, conformément à l'article 2 du règlement du 9 janvier 1926, le montant détaillé des subventions et des dons affectés aux dépenses de l'espèce.

Elles comprennent également le montant des centimes additionnels à la patente affectée aux Chambres de Commerce, pour la part correspondant aux frais supportés par ces dernières en faveur de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

Cette quotité, qui ouvre également droit à exonération, est fixée annuellement par les Chambres de Commerce elles-mêmes.

Rappelons que les demandes d'exonération adressées au Contrôleur des Contributions directes sont communiquées par lui au Préfet du département du siège, qui les soumet, pour examen, au Comité départemental de l'Enseignement technique. Les décisions de cet organisme sont d'ailleurs susceptibles d'appel devant la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique, qui statue en dernier ressort.

Le montant de la taxe (1) qui restera définitivement à la charge des entreprises sera donc le montant brut de la taxe déterminé comme il a été rappelé ci-dessus, diminué des sommes admises en exonération.

Il n'y a pas lieu, au regard de cette réglementation, de faire de distinction entre les Compagnies françaises et les entreprises étrangères ayant en France des établissements autonomes : ceux-ci, en effet, recrutent et rémunèrent directement leur personnel.

Seul appelle une remarque particulière, le cas où une société étrangère d'assurances, n'ayant pas sur notre territoire de succursales autonomes, élit domicile, pour les opérations passées en France, chez son représentant agréé auprès du Ministère du Travail. Dans cette hypothèse, en effet, deux situations sont à envisager.

— Ou bien le représentant en question a la qualité de courtier d'assurances, et se trouve comme tel, imposable à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : la taxe d'apprentissage est alors assise à son nom, suivant les modalités de droit commun.

— Ou bien il exerce la profession d'agent d'assurances et se trouve alors, à ce titre, passible de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales : la taxe d'apprentissage ne lui est pas applicable.

(1) Elle s'élevait, pour 1937, à 46,32 % du montant de ces centimes pour les patentés de Paris.

TITRE IV
TAXE ANNUELLE
SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL
SUR LES RÉSERVES

Créée respectivement par les articles 22 et 23 de la loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale, les deux taxes dont il s'agit s'inspirent des mêmes principes. Leur création est l'aboutissement des critiques soulevées depuis longtemps déjà, par la politique de constitution de réserves, systématiquement pratiquée par un grand nombre de Sociétés, politique que ne pouvait suffire à justifier le seul souci d'une gestion prudente.

Leur objet est également semblable. Elles visent :

1° A assurer au Trésor la compensation du préjudice qu'il subit au titre de la cédule industrielle et commerciale, et de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, par suite de la mise en réserve des bénéfices qui eussent été imposables à ce titre.

2° A pénaliser en quelque sorte la thésaurisation pratiquée par les Sociétés qui privent ainsi leurs actionnaires de l'intérêt légitime de leurs apports.

Ces deux taxes présentent néanmoins des caractères différents : la première est un impôt permanent, assis, annuellement, sur la fraction des bénéfices non distribués de l'exercice précédent. La seconde, au contraire, constitue un prélèvement exceptionnel des réserves existant à la clôture de l'exercice 1935.

Par ailleurs, la taxe annuelle est, aux termes de la loi, « perçue en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ». Le prélèvement en est indépendant.

Ajoutons qu'un décret du 28 mai 1937, portant règlement d'administration publique, et une circulaire n° 2113 du 5 juin 1937, ont précisé et commenté les modalités et conditions d'application des articles 22 à 25, 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1936 précitée, instituant ces deux taxes.

Seule la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués fera l'objet d'une étude.

CHAPITRE UNIQUE
TAXE ANNUELLE
SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

SECTION 1
CHAMP D'APPLICATION

La taxe annuelle sur les bénéfices non distribués est aux termes de l'article 1^{er} du règlement du 28 mai 1937 « applicable aux Sociétés par actions et aux Sociétés à responsabilité limitée, non exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, quelle que soit leur nationalité ».

Bien qu'aucune disposition légale ou réglementaire sur la matière n'ait expressément visé les entreprises d'assurances, il résulte de ce texte :

D'une part, que les Compagnies d'assurances françaises ou étrangères, constituées sous forme de sociétés par actions, ce qui est la règle, sont en principe, passibles de la taxe.

D'autre part, que les Sociétés mutuelles remplissant les conditions requises, précédemment étudiées dans leurs détails pour bénéficier de l'exonération à l'égard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux,

seront par là même soustraites au champ d'application de ladite taxe. Réciproquement, l'exonération de la taxe annuelle cesse en même temps que l'exonération à la cédule et les Mutuelles en question, si elles remplissent les conditions de forme énoncées par l'article 1^{er} ci-dessus, seraient de plein droit soumises à la taxe dans le cas où il apparaîtrait que leur constitution ou leur fonctionnement ne sont pas conformes aux dispositions législatives ou réglementaires qui les régissent.

SECTION II

DÉTERMINATION DU BÉNÉFICE TAXABLE

§ 1. — Période à envisager

Le bénéfice non distribué, d'après lequel la taxe est établie, au titre d'une année déterminée est, aux termes de l'article 2 du règlement : « égal à la différence entre le bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, au titre de la même année, et le montant des sommes prélevées sur ce bénéfice et mises en distribution ».

Toutefois, dans le cas où aucun bilan n'ayant été dressé au cours de l'année précédente, l'impôt cédulaire a été calculé sur un bénéfice établi conformément aux dispositions de l'article 6 du Code général (1), le bénéfice

(1) Rappelons qu'aux termes de l'article 6, troisième alinéa, du Code général, « si aucun bilan n'est dressé au cours d'une année quelconque l'impôt dû au titre de l'année suivante est établi sur les bénéfices de la période écoulée depuis la fin de la dernière période imposée ou,

ainsi apparu n'est pas soumis à la taxe. Dans cette hypothèse, et pour le calcul de la taxe due au titre de l'année suivant la clôture de l'exercice, le même article 2 précise « qu'il est fait état des résultats du bilan afférent à cet exercice, y compris la fraction des bénéfices du dit exercice antérieurement taxée à l'impôt cédulaire. »

Pour donner une expression concrète à l'hypothèse envisagée ci-dessus, nous allons prendre un exemple inspiré du cas fictif exposé dans la circulaire 2.113 déjà citée :

Supposons qu'une Société ait commencé son exploitation le 1^{er} septembre 1937, et clôturant son premier exercice à la date du 30 octobre 1938. Le bénéfice réalisé du 1^{er} septembre au 31 décembre 1937 ayant été évalué à 100.000 francs, la Société sera imposée à la cédule au titre de 1938, d'après ce bénéfice de 100.000 francs, mais ne sera pas soumise au titre de ladite année à la taxe.

Si le bilan dressé à la date du 30 octobre 1938 fait apparaître pour l'ensemble de l'exercice 1937-1938 un bénéfice imposable de 600.000 francs, la Société sera imposée à la cédule au titre de 1939, sur (600.000 moins 100.000) = 500.000 francs.

Par contre, c'est le bénéfice total réalisé au cours de l'ensemble de l'exercice 1937-1938, c'est-à-dire 600.000 francs qui sera retenu en vue de l'application de la taxe au titre de 1939.

Ce point établi, il résulte des termes de l'article 2 du règlement précité que la recherche du bénéfice sou-

dans le cas d'entreprises nouvelles, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Ces mêmes bénéfices viennent ensuite en déduction des résultats du bilan dans lequel ils sont compris. ».

mis à la taxe sur les bénéfices non distribués, comporte l'étude préalable de deux éléments :

— Le bénéfice net ayant servi de base sur les bénéfices industriels et commerciaux, corrigé dans les conditions prévues à l'article 3 du règlement, ou bénéfice disponible.

— Les sommes prélevées sur ce bénéfice et mises en distribution dans les conditions prévues à l'article 4 du même règlement.

Le bénéfice taxable apparaît alors par simple différence.

§ 2. — Détermination du bénéfice disponible

Les règles de détermination du premier terme de la différence, ou bénéfice disponible, font l'objet de l'article 3 du règlement, ainsi conçu :

Article 3. — Pour le calcul du bénéfice non distribué, le bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, déterminé sous déduction des amortissements ainsi que des provisions justifiées conformément à l'article 7, paragraphes 2 et 5, du Code général des impôts directs, est augmenté du montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers qui ont été admis en déduction pour l'établissement de l'impôt cédulaire en vertu des articles 7 (paragraphe 1) et 8 du même Code, notamment pour la détermination des déficits reportés sur le bénéfice net en conformité de l'article 12 de ce Code. Il est en outre augmenté, le cas échéant, du montant des pertes susceptibles de report, qui auraient été admises en déduction pour le prélève-

ment exceptionnel sur les réserves par application du deuxième alinéa de l'article 18 ci-après.

Du chiffre ainsi obtenu sont déduits :

1° Dans la mesure des dotations annuelles obligatoires, les sommes prélevées sur les bénéfices et revenus visés ci-dessus et affectées à des réserves en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou de conventions conclues avec une autorité publique et régulièrement approuvées, lorsque ces sommes n'ont pas été déjà retranchées des bénéfices pour l'assiette de l'impôt cédulaire ;

2° Les bénéfices dont la distribution sous une forme quelconque aux associés ou actionnaires est interdite par une disposition législative ou réglementaire ;

3° Les bénéfices affectés à l'amortissement de pertes antérieures figurant au bilan et dont le report ne peut plus être effectué en vertu de l'article 12 du Code précité.

L'application de ces dispositions dans le cas particulier des entreprises d'assurances appelle les remarques suivantes :

Les revenus du patrimoine mobilier et immobilier de ces entreprises étant déjà compris dans le bénéfice imposable à la cédule il est évident qu'il n'y aura pas lieu, en l'espèce, d'apporter au bénéfice net la correction visée ci-dessus.

Par ailleurs, en ce qui concerne les éléments déductibles prévus par le texte précité, signalons que les questions relatives aux réserves constituées en vertu de conventions conclues avec une autorité publique, et à la déduction des bénéfices dont la distribution est interdite, ne sont pas à envisager ici, aucune disposition

n'existant à cet égard en ce qui concerne les Compagnies d'assurances.

Dans ces conditions, le bénéfice disponible sera obtenu en ajoutant au solde du compte « Profits et pertes » le montant des pertes susceptibles de report admises en déduction pour le prélèvement exceptionnel sur les réserves (1), et en déduisant de ce total :

- les réserves obligatoires,
- les provisions justifiées,
- les amortissements,
- les déficits antérieurs ayant fait l'objet d'un report,
- les bénéfices employés à l'amortissement des pertes antérieures.

Les conditions dans lesquelles les sommes figurant sous ces rubriques sont susceptibles d'être retranchées du solde du compte « Profits et pertes » ayant été précédemment étudiées, il ne paraît pas nécessaire d'y revenir. Il va de soi en outre, que si, à la suite des vérifications opérées par les agents des contributions directes en vue de la détermination du bénéfice imposable à la cédula, il était apparu que certains de ces postes étaient trop largement dotés, et donnaient lieu à réintégration dans le solde du compte « Profits et pertes », la même correction s'imposerait pour l'assiette de la taxe sur les bénéfices non distribués.

En ce qui concerne les Compagnies d'assurances étrangères opérant en France, et qui sont soumises au régime du forfait, le bénéfice net retenu pour la taxe sera le même que celui dégagé pour l'assiette de l'impôt

(1) Voir *infra*, page 59 ; il s'agit des pertes subies au cours d'exercices antérieurs figurant au bilan, et non susceptibles d'être reportées sur les bénéfices des exercices suivants en vertu de l'article 12 du Code général.

cédulaire, par application au montant des primes nettes perçues en France, des coefficients annuels.

Cette solution qui, au demeurant ne semble pas avoir donné lieu à difficultés, apparaît logique, puisque, aucune correction concernant les éléments déductibles ci-dessus énumérés n'étant apportée dans ce cas au bénéfice déterminé forfaitairement pour l'assiette de la cédule, nul motif ne justifie la déduction de ces mêmes éléments pour l'assiette de la taxe sur les bénéfices non distribués.

§ 3. — Détermination des sommes distribuées

A) CAS GÉNÉRAL

Le second terme de la différence est constitué, nous l'avons dit, par le montant des sommes distribuées; c'est-à-dire aux termes de l'article 4 du règlement « des sommes prélevées sur le bénéfice net de la période dont les résultats ont été retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et distribuées à tous titulaires de droits sociaux sous une forme de répartitions taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ou légalement exonérées dudit impôt.

Dans les limites du cadre de la présente étude, il convient de retenir de ce texte, les principes suivants :

1° Les distributions dont il est fait état sont celles qui ont été prélevées sur le bénéfice net de la période dont les résultats ont servi de base à l'établissement de l'impôt cédulaire.

Cette disposition exclut ainsi les distributions de sommes prélevées sur des réserves antérieurement constituées ou sur des bénéfices reportés à nouveau.

2° Les distributions visées sont celles qui sont faites à tous titulaires de droits sociaux, sous forme de répartitions passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ou qui en sont légalement exonérées.

Cette définition comprend donc les intérêts et dividendes servis aux actionnaires, associés, porteurs de parts bénéficiaires, les tantièmes et participations allouées aux gérants et administrateurs (1).

Elle comprend également toute répartition constituant pour les bénéficiaires un produit de leurs actions ou de leurs parts, et notamment, la distribution d'actions gratuites, le rachat de parts de fondateurs, l'amortissement du capital, les bonis de liquidation, sous la réserve que les sommes ainsi distribuées soient prélevées sur les bénéfices de la période en cause.

B) CAS DES SOCIÉTÉS

POSSÉDANT DES EXPLOITATIONS HORS DE FRANCE

Les règles applicables à la détermination du montant des sommes distribuées en ce qui concerne les Sociétés possédant des exploitations hors de France sont ainsi déterminées, par l'article 5 du règlement de 1937.

Article 5. — En ce qui concerne les Sociétés possédant

(1) Dans la mesure en ce qui concerne ce dernier cas, que ces tantièmes et participations ne revêtent pas le caractère d'un salaire. Ceci exclut, par conséquent, les sommes allouées sous des noms divers aux administrateurs délégués ou administrateurs directeurs, pour les rémunérer de leurs fonctions spéciales, ni les jetons de présence alloués aux administrateurs.

des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées, déterminé conformément à l'article précédent, est réduit dans la proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux.

Les bénéfices réalisés en France doivent s'entendre du bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux augmenté du montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers visés au premier alinéa de l'article 3 du présent décret.

Les bénéfices totaux doivent s'entendre de l'ensemble des bénéfices et revenus de toute nature réalisés par la Société en France et hors de France, déterminés conformément aux règles applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais déduction non faite des revenus fonciers et mobiliers.

2° Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus sont applicables aux sociétés étrangères exploitant en France une entreprise ou des biens entrant dans leur objet et acquittant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières suivant les règles fixées par l'article 3 (troisième alinéa) du décret du 6 décembre 1872. Toutefois, à l'égard de ces Sociétés, le rapport des bénéfices réalisés en France aux bénéfices totaux peut, si ces derniers ne peuvent pas être déterminés avec précision à l'aide des renseignements et justifications fournis par la société, être considéré comme égal à la quotité imposable fixée en conformité de la disposition précitée du décret du 6 décembre 1872.

Ces dispositions revêtent une importance toute particulière à l'égard des compagnies d'assurances en raison du rôle que jouent, dans l'activité de la plupart d'entre elles, leurs agences ou succursales à l'étranger.

On notera tout d'abord que le texte précité emploie

le terme d'exploitation, dont l'acception ne saurait se limiter à celle d'établissement autonome telle qu'elle a été précédemment définie.

Le principe de la territorialité de l'impôt étant applicable aux compagnies d'assurances dans les termes de droit commun, il en résulte que la Société française sera imposable pour tous les profits réalisés à l'étranger par des succursales n'ayant pas le caractère d'autonomie.

C) CAS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les difficultés que présente la vérification des sommes distribuées par les Sociétés étrangères ayant leur siège à l'étranger ont amené l'Administration à prévoir à leur égard des dispositions particulières, qui font l'objet du dernier alinéa de l'article 5 précité.

Dans ce cas, le rapport des bénéfices réalisés en France aux bénéfices totaux pourra être considéré comme égal à la quotité imposable fixée conformément à l'article 3 du décret du 6 décembre 1872.

Les règles concernant les formes et délais prévus pour les déclarations et leur vérification ne semblent pas nécessiter de remarques particulières, les Compagnies d'assurances étant, à cet égard, soumises au droit commun (article 7 du règlement).

Notons cependant que les Sociétés mutuelles remplissant les conditions requises pour être exonérées de l'impôt cédulaire sont dispensées de toute déclaration.

Enfin, la taxe est calculée en appliquant le taux de 4 % au bénéfice non distribué déterminé conformément aux règles étudiées ci-dessus.

Rappelons toutefois qu'aux termes d'un décret-loi du

14 juin 1938, « les entreprises qui, dans le délai d'un an à partir de la publication du présent décret, auront investi directement ou indirectement en construction de logements ouvriers une fraction de leur réserve égale à 8 % au minimum du total des réserves figurant au dernier bilan dressé avant cette publication seront exonérées de la taxe sur les bénéfices non distribués à raison d'une somme égale au montant des réserves ainsi investies.

« Cette exonération sera accordée sur les bénéfices taxables au titre de l'année 1939, et, en cas d'insuffisance sur ceux taxables au titre de 1940 et de 1941 jusqu'à concurrence de la somme exonérée ».

Vu :

Le Président de la Thèse,
HAMEL.

Vu :

Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
NOTE PRÉLIMINAIRE	1

TITRE I

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS	3
CHAPITRE II. — ENTREPRISES IMPOSABLES. — ENTREPRISES EXONÉRÉES	12
CHAPITRE III. — DÉTERMINATION DES ÉLÉMENTS DU BÉNÉFICE IMPOSABLE	20
Section I. — <i>Entreprises françaises. — Dispositions légales et réglementaires</i>	20
§ 1. — Bénéfices industriels	24
A) Bénéfices bruts	24
B) Frais et charges déductibles	26
1° Frais généraux	26
2° Réserves	33
3° Provisions	40
4° Charges financières	44
5° Bénéfices répartis aux assurés	44
6° Amortissements	45
7° Reports déficitaires	59
8° Pertes diverses.....	62

	Pages
§ 2. — Revenus patrimoniaux	62
§ 3. — Bénéfices réalisés à l'étranger par une entreprise française	64
Section II. — <i>Entreprises étrangères</i>	66
§ 1. — Historique	66
§ 2. — Régime actuel	73
A) Imposition d'après le bénéfice réel	75
B) Imposition d'après le régime forfaitaire ...	79
C) Régime du L'Loyd de Londres	80
§ 3. — Conventions internationales relatives à la législation fiscale	81
NOTE TRÈS IMPORTANTE	86

TITRE II

Taxe spéciale sur le chiffre d'affaires

CHAPITRE UNIQUE	93
-----------------------	----

TITRE III

Taxe d'apprentissage

CHAPITRE UNIQUE	99
-----------------------	----

TITRE IV

Taxe annuelle sur les bénéfices non distribués

CHAPITRE UNIQUE	105
Section I. — <i>Champ d'application</i>	105

	Pages
Section II. — <i>Détermination du bénéfice taxable</i> ..	106
§ 1. — Période à envisager	106
§ 2. — Détermination du bénéfice disponible...	108
§ 3. — Détermination des sommes distribuées ..	111
A) Cas général	111
B) Cas des Sociétés possédant des exploitations hors de France	112
C) Cas des Sociétés étrangères	114
